

2° il est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Les périodes d'inactivité qui prennent cours à partir du 1^{er} janvier 2015 et à partir de l'âge prévu à l'article 6, §§ 1^{er}, 2, 3 et 5 de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 précité.

Par dérogation à l'alinéa 3, l'alinéa 2 reste d'application aux cas visés à l'article 7, alinéa 3, de l'arrêté royal du 30 décembre 2014 modifiant l'arrêté royal du 12 décembre 2001 pris en exécution du chapitre IV de la loi du 10 août 2001 relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de la vie concernant le système de crédit-temps, la diminution de carrière et la réduction des prestations de travail à mi-temps. ».

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2015.

Art. 4. Le ministre qui a les Pensions dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 décembre 2016.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,
D. BACQUELAINE

2° het wordt aangevuld met twee leden, luidende :

“De perioden van inactiviteit die een aanvang nemen vanaf 1 januari 2015 en vanaf de leeftijd voorzien in artikel 6, §§ 1, 2, 3 en 5 van het voormeld koninklijk besluit van 12 december 2001.

In afwijking van het derde lid, blijft het tweede lid van toepassing op de gevallen bedoeld in artikel 7, derde lid, van het koninklijk besluit van 30 december 2014 tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 december 2001 tot uitvoering van hoofdstuk IV van de wet van 10 augustus 2001 betreffende verzoening van werkgelegenheid en kwaliteit van het leven betreffende het stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halfzijdse betrekking.”.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2015.

Art. 4. De minister bevoegd voor Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 december 2016.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Pensioenen,
D. BACQUELAINE

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2017/30017]

25 DECEMBRE 2016. — Loi portant des modifications diverses au Code d'instruction criminelle et au Code pénal, en vue d'améliorer les méthodes particulières de recherche et certaines mesures d'enquête concernant Internet, les communications électroniques et les télécommunications et créant une banque de données des empreintes vocales

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

TITRE 2. — Modifications du Code d'instruction criminelle

Art. 2. A l'article 39bis du Code d'instruction criminelle, inséré par la loi du 28 novembre 2000 et modifié par la loi du 6 juin 2010, les modifications suivantes sont apportées:

1° le paragraphe 1^{er} est complété par les mots “ou une partie de celui-ci.”;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit:

“§ 2. La recherche dans un système informatique ou une partie de celui-ci qui a été saisi, peut être décidée par un officier de police judiciaire.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, le procureur du Roi peut ordonner une recherche dans un système informatique ou une partie de celui-ci qui peut être saisi par lui.

Les recherches visées aux alinéas 1^{er} et 2 peuvent uniquement s'étendre aux données sauvegardées dans le système informatique qui est soit saisi, soit susceptible d'être saisi. A cet effet, chaque liaison externe de ce système informatique est empêchée avant que la recherche soit entamée.”;

3° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit:

“§ 3. Le procureur du Roi peut étendre la recherche dans un système informatique ou une partie de celui-ci, entamée sur la base du paragraphe 2, vers un système informatique ou une partie de celui-ci qui se trouve dans un autre lieu que celui où la recherche est effectuée:

— si cette extension est nécessaire pour la manifestation de la vérité à l'égard de l'infraction qui fait l'objet de la recherche; et

— si d'autres mesures seraient disproportionnées, ou s'il existe un risque que, sans cette extension, des éléments de preuve soient perdus.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2017/30017]

25 DECEMBER 2016. — Wet houdende diverse wijzigingen van het Wetboek van strafvordering en het Strafwetboek, met het oog op de verbetering van de bijzondere opsporingsmethoden en bepaalde onderzoeksmethoden met betrekking tot internet en elektronische en telecommunicaties en tot oprichting van een gegevensbank stemafdrukken

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL 1. — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

TITEL 2. — Wijzigingen van het Wetboek van strafvordering

Art. 2. In artikel 39bis van het Wetboek van strafvordering, ingevoegd bij wet van 28 november 2000 en gewijzigd bij wet van 6 juni 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “of een deel ervan” ingevoegd tussen de woorden “een informaticasysteem” en de woorden “opgeslagen gegevens.”;

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

“§ 2. Tot de zoeking in een informaticasysteem of een deel ervan dat in beslag genomen is, kan beslist worden door een officier van gerechtelijke politie.

Onverminderd het eerste lid, kan de procureur des Konings een zoeking bevelen in een informaticasysteem of een deel ervan dat door hem in beslag kan worden genomen.

De zoekingen bedoeld in het eerste en het tweede lid kunnen zich enkel uitstrekken tot de gegevens die opgeslagen zijn op het informaticasysteem dat, respectievelijk, in beslag genomen is of in beslag kan worden genomen. Met het oog daarop wordt elke externe verbinding van dit informaticasysteem verhinderd, alvorens de zoeking wordt aangevat.”;

3° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

“§ 3. De procureur des Konings kan de zoeking in een informaticasysteem of een deel ervan, aangevat op grond van paragraaf 2, uitbreiden naar een informaticasysteem of een deel ervan dat zich op een andere plaats bevindt dan daar waar de zoeking plaatsvindt:

— indien deze uitbreiding noodzakelijk is om de waarheid aan het licht te brengen ten aanzien van het misdrijf dat het voorwerp uitmaakt van de zoeking; en

— indien andere maatregelen disproportioneel zouden zijn, of indien er een risico bestaat dat zonder deze uitbreiding bewijselementen verloren gaan.

L'extension de la recherche dans un système informatique ne peut pas excéder les systèmes informatiques ou les parties de tels systèmes auxquels les personnes autorisées à utiliser le système informatique qui fait l'objet de la mesure ont spécifiquement accès.

En ce qui concerne les données recueillies par l'extension de la recherche dans un système informatique, qui sont utiles pour les mêmes finalités que celles prévues pour la saisie, les règles prévues au paragraphe 6 s'appliquent.

Lorsqu'il s'avère que ces données ne se trouvent pas sur le territoire du Royaume, elles peuvent seulement être copiées. Dans ce cas, le procureur du Roi communique sans délai cette information au Service public fédéral Justice, qui en informe les autorités compétentes de l'état concerné, si celui-ci peut raisonnablement être déterminé.

En cas d'extrême urgence, le procureur du Roi peut ordonner verbalement l'extension de la recherche visée à l'alinéa 1^{er}. Cet ordre est confirmé par écrit dans les meilleurs délais, avec mention des motifs de l'extrême urgence.”;

4° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit:

“§ 4. Seul le juge d'instruction peut ordonner une recherche dans un système informatique ou une partie de celui-ci autre que les recherches visées aux paragraphes 2 et 3:

— si cette recherche est nécessaire pour la manifestation de la vérité à l'égard de l'infraction qui fait l'objet de la recherche; et

— si d'autres mesures seraient disproportionnées, ou s'il existe un risque que, sans cette recherche, des éléments de preuve soient perdus.

En cas d'extrême urgence, le juge d'instruction peut ordonner verbalement l'extension de la recherche visée à l'alinéa 1^{er}. Cet ordre est confirmé par écrit dans les meilleurs délais, avec mention des motifs de l'extrême urgence.”;

5° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit:

“§ 5. En vue de permettre les mesures visées à cet article, le procureur du Roi ou le juge d'instruction peut également, sans le consentement du propriétaire ou de son ayant droit, ou de l'utilisateur, ordonner, à tout moment:

— la suppression temporaire de toute protection des systèmes informatiques concernés, le cas échéant à l'aide de moyens techniques, de faux signaux, de fausses clés ou de fausses qualités;

— l'installation de dispositifs techniques dans les systèmes informatiques concernés en vue du décryptage et du décodage de données stockées, traitées ou transmises par ce système.

Toutefois, seul le juge d'instruction peut ordonner cette suppression temporaire de protection ou cette installation de dispositifs techniques lorsque ceci est spécifiquement nécessaire pour l'application du paragraphe 3.”;

6° le paragraphe 6 est remplacé par ce qui suit:

“§ 6. Si des données stockées sont trouvées dans les systèmes informatiques concernés qui sont utiles pour les mêmes finalités que celles prévues pour la saisie, mais que la saisie du support n'est néanmoins pas souhaitable, ces données, de même que les données nécessaires pour les comprendre, sont copiées sur des supports qui appartiennent à l'autorité. En cas d'urgence ou pour des raisons techniques, il peut être fait usage de supports qui sont disponibles pour des personnes autorisées à utiliser le système informatique.

En outre, les moyens techniques appropriés sont utilisés pour empêcher l'accès à ces données dans le système informatique, de même qu'aux copies de ces données qui sont à la disposition de personnes autorisées à utiliser le système informatique, de même que pour garantir leur intégrité.

Lorsque la mesure prévue à l'alinéa 1^{er} n'est pas possible, pour des raisons techniques ou à cause du volume des données, le procureur du Roi utilise les moyens techniques appropriés pour empêcher l'accès à ces données dans le système informatique, de même qu'aux copies de ces données qui sont à la disposition de personnes autorisées à utiliser le système informatique, de même que pour garantir leur intégrité.

Si les données forment l'objet de l'infraction ou ont été produites par l'infraction et si elles sont contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ou constituent un danger pour l'intégrité des systèmes informatiques ou pour des données stockées, traitées ou transmises par le biais de tels systèmes, le procureur du Roi utilise tous les moyens

de l'extension de la recherche dans un système informatique ne peut pas excéder les systèmes informatiques ou les parties de tels systèmes auxquels les personnes autorisées à utiliser le système informatique qui fait l'objet de la mesure ont spécifiquement accès.

Inzake de door uitbreiding van de zoeking in een informaticasysteem aangetroffen gegevens, die nuttig zijn voor dezelfde doeleinden als de inbeslagneming, wordt gehandeld zoals bepaald in paragraaf 6.

Wanneer blijkt dat deze gegevens zich niet op het grondgebied van het Rijk bevinden, worden ze enkel gekopieerd. In dat geval deelt de procureur des Konings dit onverwijld mee aan de Federale Overheidsdienst Justitie, dat de bevoegde overheid van de betrokken Staat hiervan op de hoogte brengt, indien deze redelijkerwijze kan worden bepaald.

In geval van uiterst dringende noodzakelijkheid kan de procureur des Konings de uitbreiding van de zoeking bedoeld in het eerste lid mondeling bevelen. Dit bevel wordt zo spoedig mogelijk schriftelijk bevestigd, met vermelding van de redenen van de uiterst dringende noodzakelijkheid.”;

4° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt:

“§ 4. Enkel de onderzoeksrechter kan een andere zoeking bevelen in een informaticasysteem of een deel ervan dan de zoekingen voorzien in de paragrafen 2 en 3:

— indien deze zoeking noodzakelijk is om de waarheid aan het licht te brengen ten aanzien van het misdrijf dat het voorwerp uitmaakt van de zoeking; en

— indien andere maatregelen disproportioneel zouden zijn, of indien er een risico bestaat dat zonder deze zoeking bewijselementen verloren gaan.

In geval van uiterst dringende noodzakelijkheid kan de onderzoeksrechter de uitbreiding van de zoeking bedoeld in het eerste lid mondeling bevelen. Dit bevel wordt zo spoedig mogelijk schriftelijk bevestigd, met vermelding van de redenen van de uiterst dringende noodzakelijkheid.”;

5° paragraaf 5 wordt vervangen als volgt:

“§ 5. Teneinde de maatregelen bedoeld in dit artikel mogelijk te maken, kan de procureur des Konings of de onderzoeksrechter bevelen om, te allen tijde, ook zonder de toestemming van hetzij de eigenaar of hetzij de gebruiker:

— elke beveiliging van de betrokken informaticasystemen tijdelijk op te heffen, desgevallend met behulp van technische hulpmiddelen, valse signalen, valse sleutels of valse hoedanigheden;

— technische middelen in de betrokken informaticasystemen aan te brengen teneinde de door dat systeem opgeslagen, verwerkte of doorgestuurde gegevens te ontcijferen en te decoderen.

Evenwel kan enkel de onderzoeksrechter deze tijdelijke opheffing van de beveiliging of deze aanbrenging van technische middelen bevelen wanneer dit in het bijzonder noodzakelijk is voor de toepassing van paragraaf 3.”;

6° paragraaf 6 wordt vervangen als volgt:

“§ 6. Indien in de betrokken informaticasystemen opgeslagen gegevens aangetroffen worden die nuttig zijn voor dezelfde doeleinden als de inbeslagneming, maar de inbeslagneming van de drager daarvan evenwel niet wenselijk is, worden deze gegevens, evenals de gegevens noodzakelijk om deze te kunnen verstaan, gekopieerd op dragers, die toebehoren aan de overheid. In geval van dringendheid of om technische redenen, kan gebruik gemaakt worden van dragers, die ter beschikking staan van personen die gerechtigd zijn om het informaticasysteem te gebruiken.

Bovendien worden passende technische middelen aangewend om de toegang tot deze gegevens in het informaticasysteem, evenals tot de kopieën daarvan die ter beschikking staan van personen die gerechtigd zijn om het informaticasysteem te gebruiken, te verhinderen en hun integriteit te waarborgen.

Wanneer de in het eerste lid vermelde maatregel niet mogelijk is om technische redenen of wegens de omvang van de gegevens, wendt de procureur des Konings de passende technische middelen aan om de toegang tot deze gegevens in het informaticasysteem, evenals tot de kopieën daarvan die ter beschikking staan van personen die gerechtigd zijn om het informaticasysteem te gebruiken, te verhinderen en hun integriteit te waarborgen.

Indien de gegevens het voorwerp van het misdrijf vormen of voortgekomen zijn uit het misdrijf en indien de gegevens strijdig zijn met de openbare orde of de goede zeden, of een gevaar opleveren voor de integriteit van informaticasystemen of gegevens die door middel daarvan worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen, wendt de

techniques appropriés pour rendre ces données inaccessibles ou, après en avoir pris copie, les retirer.

Il peut cependant, sauf dans le cas prévu à l'alinéa 4, autoriser l'usage ultérieur de l'ensemble ou d'une partie de ces données, lorsque cela ne présente pas de danger pour l'exercice des poursuites.

En cas d'extrême urgence et s'il s'agit manifestement d'une infraction visée aux articles 137, § 3, 6°, 140bis ou 383bis, § 1^{er}, du Code pénal, le procureur du Roi peut ordonner verbalement que tous les moyens appropriés soient utilisés pour rendre inaccessibles les données qui forment l'objet de l'infraction ou ont été produites par l'infraction et qui sont contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs. Cet ordre est confirmé par écrit dans les meilleurs délais, avec mention des motifs de l'extrême urgence.”;

7° l'article est complété par les paragraphes 7 et 8 rédigés comme suit:

“§ 7. Sauf si son identité ou son adresse ne peuvent être raisonnablement retrouvées, le procureur du Roi ou le juge d'instruction informe dans les plus brefs délais, le responsable du système informatique de la recherche dans le système informatique ou de son extension. Il lui communique le cas échéant un résumé des données qui ont été copiées, rendues inaccessibles ou retirées.

§ 8. Le procureur du Roi utilise les moyens techniques appropriés pour garantir l'intégrité et la confidentialité de ces données.

Des moyens techniques appropriés sont utilisés pour leur conservation au greffe.

La même règle s'applique, lorsque des données qui sont stockées, traitées ou transmises dans un système informatique sont saisies avec leur support, conformément aux articles précédents.”.

Art. 3. Dans le même Code, il est inséré un article 39ter rédigé comme suit:

“Art. 39ter. § 1^{er}. Lors de la recherche de crimes et délits et sans préjudice des compétences visées aux articles 39bis, 46bis et 88bis et aux articles XII.17, XII.18, XII.19 et XII.20 du Code de droit économique, tout officier de police judiciaire peut, s'il existe des raisons de croire que des données stockées, traitées ou transmises au moyen d'un système informatique sont particulièrement susceptibles de perte ou de modification, ordonner, par une décision écrite et motivée, à une ou plusieurs personnes physiques ou personnes morales de conserver les données qui sont en leur possession ou sous leur contrôle.

La décision écrite motivée mentionne:

- les nom et qualité de l'officier de police judiciaire qui demande la conservation;
- l'infraction qui fait l'objet de la recherche;
- les données qui doivent être conservées;
- la durée de conservation des données, qui ne peut excéder nonante jours. Ce délai peut être prolongé par écrit.

En cas d'urgence, la conservation peut être ordonnée verbalement. Elle doit être confirmée dans les plus brefs délais dans la forme prévue à l'alinéa 2.

§ 2. Les personnes physiques ou personnes morales visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, veillent à ce que l'intégrité des données soit garantie et à ce que les données soient conservées de manière sécurisée.

§ 3. Toute personne qui, du chef de sa fonction, a connaissance de la mesure ou y prête son concours, est tenue de garder le secret. Toute violation du secret est punie conformément à l'article 458 du Code pénal.

Toute personne qui refuse de coopérer, ou qui fait disparaître, détruit ou modifie les données conservées, est punie d'un emprisonnement de six mois à un an ou d'une amende de vingt-six euros à vingt mille euros ou d'une de ces peines seulement.”

Art. 4. Dans le même Code, il est inséré un article 39quater rédigé comme suit:

“Art. 39quater. § 1^{er}. Sans préjudice des possibilités de collaboration directe avec des opérateurs de réseaux de communications électroniques et des fournisseurs de services de communications électroniques étrangers, le procureur du Roi peut, par l'intermédiaire du service de police désigné par le Roi, demander à une autorité compétente étrangère d'ordonner ou d'imposer d'une autre façon la conservation

procureur des Konings alle passende technische middelen aan om deze gegevens ontoegankelijk te maken of, na hiervan kopie te hebben genomen, te verwijderen.

Hij kan evenwel, behoudens in het geval bedoeld in het vierde lid, het verdere gebruik van het geheel of een deel van deze gegevens toestaan, wanneer dit geen gevaar voor de strafvordering oplevert.

In geval van uiterst dringende noodzakelijkheid en wanneer het kennelijk gaat om een strafbaar feit bedoeld in de artikelen 137, § 3, 6°, 140bis of 383bis, § 1, van het Strafwetboek, kan de procureur des Konings mondeling bevelen dat alle passende technische middelen worden aangewend om de gegevens, die het voorwerp van het misdrijf vormen of voortgekomen zijn uit het misdrijf en die strijdig zijn met de openbare orde of de goede zeden, ontoegankelijk te maken. Dit bevel wordt zo spoedig mogelijk schriftelijk bevestigd, met vermelding van de redenen van de uiterst dringende noodzakelijkheid.”;

7° het artikel wordt aangevuld met de paragrafen 7 en 8, luidende:

“§ 7. Tenzij diens identiteit of woonplaats redelijkerwijze niet achterhaald kan worden, brengt de procureur des Konings of de onderzoeksrechter de verantwoordelijke van het informaticasysteem zo spoedig mogelijk op de hoogte van de zoeking in het informaticasysteem of van de uitbreiding ervan. Hij deelt hem in voorkomend geval een samenvatting mee van de gegevens die zijn gekopieerd, ontoegankelijk gemaakt of verwijderd.

§ 8. De procureur des Konings wendt de passende technische middelen aan om de integriteit en de vertrouwelijkheid van deze gegevens te waarborgen.

Gepaste technische middelen worden aangewend voor de bewaring hiervan op de griffie.

Hetzelfde geldt, wanneer gegevens die worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen in een informaticasysteem, samen met hun drager in beslag worden genomen, overeenkomstig de vorige artikelen.”.

Art. 3. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 39ter ingevoegd, luidende:

“Art. 39ter. § 1. Bij het opsporen van de misdaden en wanbedrijven en onverminderd de bevoegdheden bedoeld in de artikelen 39bis, 46bis en 88bis en de artikelen XII.17, XII.18, XII.19 en XII.20 van het Wetboek van Economisch Recht, kan iedere officier van gerechtelijke politie, wanneer er redenen bestaan om aan te nemen dat gegevens die opgeslagen, verwerkt of overgedragen worden door middel van een informaticasysteem bijzonder kwetsbaar zijn voor verlies of voor wijziging, bij een met redenen omklede en schriftelijke beslissing aan een of meerdere natuurlijke personen of rechtspersonen bevelen de gegevens die in hun bezit zijn of waarover zij controle hebben te bewaren.

De met redenen omklede en schriftelijke beslissing vermeldt:

- de naam en hoedanigheid van de officier van gerechtelijke politie die om de bewaring verzoekt;
- het strafbare feit waarop het verzoek betrekking heeft;
- de gegevens die bewaard moeten worden;
- de duur van bewaring van de gegevens, die niet langer mag zijn dan negentig dagen. Deze termijn kan schriftelijk worden verlengd.

In spoedeisende gevallen kan de opdracht tot bewaring mondeling worden gegeven. De opdracht moet zo spoedig mogelijk worden bevestigd in de vorm bepaald in het tweede lid.

§ 2. De natuurlijke personen of rechtspersonen bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, zorgen ervoor dat de integriteit van de gegevens gewaarborgd is en dat de gegevens op een veilige manier bewaard worden.

§ 3. Iedere persoon die uit hoofde van zijn bediening kennis krijgt van de maatregel of daaraan zijn medewerking verleent, is tot geheimhouding verplicht. Iedere schending van het geheim wordt gestraft overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.

Iedere persoon die weigert mee te werken, of die de bewaarde gegevens doet verdwijnen, vernietigt of wijzigt, wordt gestraft met een gevangenisstraf van zes maanden tot een jaar en met een geldboete van zesentwintig tot twintigduizend euro of met één van die straffen alleen.”.

Art. 4. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 39quater ingevoegd, luidende:

“Art. 39quater. § 1. Onverminderd de mogelijkheden tot rechtstreekse samenwerking met buitenlandse operatoren van elektronische communicatienetwerken en verstrekkers van elektronische communicatiediensten, kan de procureur des Konings, via de door de Koning aangewezen politiedienst, een buitenlandse bevoegde autoriteit verzoeken de snelle bewaring te bevelen of op andere wijze op te leggen van gegevens die

rapide de données stockées, traitées ou transmises au moyen d'un système informatique qui se trouve sur le territoire de cette autorité compétente et au sujet desquelles une autorité judiciaire belge compétente a l'intention de soumettre une demande d'entraide judiciaire.

La demande de conservation est formulée par écrit et mentionne:

- les nom et qualité de l'autorité qui demande la conservation;
- l'infraction qui fait l'objet de la demande et un exposé succinct des faits qui y ont trait;
- les données à conserver et le lien avec l'infraction;
- toutes les informations disponibles concernant le dépositaire des données ou la localisation du système informatique;
- la nécessité de la conservation;
- le fait qu'une demande d'entraide judiciaire concernant les données conservées sera soumise;
- le cas échéant, le fait que les données qui doivent être conservées renvoient à un autre État que l'État de l'autorité étrangère compétente.

§ 2. Lorsqu'une telle possibilité est prévue dans un instrument de droit international liant la Belgique et un autre État, une autorité compétente de cet État peut demander au service de police désigné par le Roi d'ordonner ou d'imposer d'une autre manière la conservation rapide de données stockées, traitées ou transmises au moyen d'un système informatique qui se trouve sur le territoire belge et au sujet desquelles cette autorité judiciaire étrangère a l'intention de soumettre une demande d'entraide judiciaire.

La demande de conservation est formulée par écrit et mentionne:

- les nom et qualité de l'autorité qui demande la conservation;
- l'infraction qui fait l'objet de la demande et un exposé succinct des faits qui y ont trait;
- les données à conserver et le lien avec l'infraction;
- toutes les informations disponibles concernant le dépositaire des données ou la localisation du système informatique;
- la nécessité de la conservation;
- le fait qu'une demande d'entraide judiciaire concernant les données conservées sera soumise;
- le cas échéant, le fait que les données qui doivent être conservées renvoient à un autre État que l'État de l'autorité étrangère compétente.

Après réception de la demande visée à l'alinéa 2, le service de police visé à l'alinéa 1^{er} en informe le procureur du Roi ou le juge d'instruction compétent et prend toutes les mesures appropriées pour procéder sans délai à la conservation rapide des données définies conformément à l'article 39^{ter}.

Sans préjudice des instruments de droit international liant la Belgique en matière d'entraide judiciaire et tendant à promouvoir celle-ci, une demande de conservation peut être rejetée uniquement par le procureur du Roi ou le juge d'instruction compétent:

- si la demande concerne une infraction considérée par la Belgique comme une infraction politique ou un fait connexe à une infraction politique, ou
- si l'exécution de la demande est de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de la Belgique.

Si le service de police visé à l'alinéa 1^{er} estime que la conservation simple ne suffira pas à garantir la disponibilité future des données, ou compromettra la confidentialité de l'enquête de l'autorité étrangère compétente ou nuira d'une autre façon à celle-ci, il en informe sans délai l'autorité étrangère compétente, qui décide alors s'il convient néanmoins d'exécuter la demande.

Une conservation effectuée en réponse à la demande visée à l'alinéa 1^{er} est valable pour une période d'au moins soixante jours afin d'offrir à l'autorité étrangère compétente la possibilité de soumettre une demande d'entraide judiciaire. Après réception d'une telle demande, les données restent conservées dans l'attente d'une décision concernant la demande.

opgeslagen, verwerkt of overgedragen worden door middel van een informaticasysteem dat zich bevindt op het grondgebied van die bevoegde autoriteit en ten aanzien waarvan een Belgische bevoegde gerechtelijke autoriteit voornemens is een verzoek om rechtshulp in te dienen.

Het verzoek om bewaring is schriftelijk en vermeldt:

- de naam en hoedanigheid van de autoriteit die om de bewaring verzoekt;
- het strafbare feit waarop het verzoek betrekking heeft en een korte uiteenzetting van de daarop betrekking hebbende feiten;
- de gegevens die bewaard moeten worden en het verband met het strafbare feit;
- alle beschikbare informatie met betrekking tot de bewaarder van de gegevens of de locatie van het informaticasysteem;
- de noodzaak van de bewaring;
- het feit dat een verzoek om rechtshulp ingediend zal worden met betrekking tot de bewaarde gegevens;
- in voorkomend geval, het feit dat de gegevens die bewaard moeten worden verwijzen naar een andere staat dan de staat van de bevoegde buitenlandse autoriteit.

§ 2. Indien een internationaal rechtsinstrument tussen België en een andere Staat hierin voorziet, kan een bevoegde autoriteit van die Staat de door de Koning aangewezen politiedienst verzoeken de snelle bewaring te bevelen of op andere wijze op te leggen van gegevens die opgeslagen, verwerkt of overgedragen worden door middel van een informaticasysteem dat zich bevindt op het Belgische grondgebied en ten aanzien waarvan deze buitenlandse autoriteit voornemens is een verzoek om rechtshulp in te dienen.

Het verzoek om bewaring is schriftelijk en vermeldt:

- de naam en hoedanigheid van de autoriteit die om de bewaring verzoekt;
- het strafbare feit waarop het verzoek betrekking heeft en een korte uiteenzetting van de daarop betrekking hebbende feiten;
- de gegevens die bewaard moeten worden en het verband met het strafbare feit;
- alle beschikbare informatie met betrekking tot de bewaarder van de gegevens of de locatie van het informaticasysteem;
- de noodzaak van de bewaring;
- het feit dat een verzoek om rechtshulp ingediend zal worden met betrekking tot de bewaarde gegevens;
- in voorkomend geval, het feit dat de gegevens die bewaard moeten worden verwijzen naar een andere staat dan de staat van de bevoegde buitenlandse autoriteit.

Na ontvangst van het verzoek bedoeld in het tweede lid, brengt de in het eerste lid bedoelde politiedienst de bevoegde procureur des Konings of onderzoeksrechter daarvan op de hoogte, en neemt zij alle passende maatregelen om onverwijld over te gaan tot de snelle bewaring van de nader omschreven gegevens, overeenkomstig artikel 39^{ter}.

Onverminderd de internationale rechtsinstrumenten met betrekking tot rechtshulp waardoor België gebonden is en die ertoe strekken deze samenwerking te bevorderen, kan een verzoek om bewaring door de bevoegde procureur des Konings of onderzoeksrechter alleen worden geweigerd indien:

- het verzoek betrekking heeft op een misdrijf dat door België wordt beschouwd als politiek misdrijf of als een met een politiek misdrijf samenhangend feit, of
- de uitvoering van het verzoek zou kunnen leiden tot aantasting van de soevereiniteit, veiligheid, openbare orde of andere wezenlijke belangen van België.

Wanneer de in het eerste lid bedoelde politiedienst van mening is dat de gewone bewaring de toekomstige beschikbaarheid van de gegevens niet waarborgt of de vertrouwelijkheid van het onderzoek van de bevoegde buitenlandse autoriteit in gevaar brengt of dit anderszins schaadt, brengt zij de bevoegde buitenlandse autoriteit hiervan onverwijld op de hoogte, die vervolgens bepaalt of het verzoek niettemin moet worden uitgevoerd.

Een bewaring verricht in antwoord op het in het eerste lid bedoelde verzoek is geldig voor een periode van ten minste zestig dagen, teneinde de bevoegde buitenlandse autoriteit de mogelijkheid te bieden een verzoek om rechtshulp in te dienen. Na de ontvangst van een dergelijk verzoek blijven de gegevens bewaard in afwachting van een beslissing inzake het verzoek.

Si les données qui sont stockées, traitées ou transmises au moyen d'un système informatique renvoient à un autre État que l'État de l'autorité étrangère compétente requérante, le service de police visé à l'alinéa 1^{er} en informe le procureur du Roi ou le juge d'instruction compétent. Celui-ci divulgue, dans les meilleurs délais, à l'autorité étrangère compétente une quantité de données d'identification ou d'appel suffisante pour retrouver qui est l'opérateur du réseau de communications électroniques ou le fournisseur du service de communications électroniques et par quelle voie la communication a été envoyée."

Art. 5. Dans l'article 46bis du même Code, inséré par la loi du 10 juin 1998 et modifié en dernier lieu par la loi du 29 mai 2016, les modifications suivantes sont apportées:

a) le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

"§ 1^{er}. En recherchant les crimes et les délits, le procureur du Roi peut, par une décision motivée et écrite, procéder ou faire procéder sur la base de toutes données détenues par lui, ou au moyen d'un accès aux fichiers des clients des acteurs visés à l'alinéa 2, premier et deuxième tirets, à:

1° l'identification de l'abonné ou de l'utilisateur habituel d'un service visé à l'alinéa 2, deuxième tiret, ou bien du moyen de communication électronique utilisé;

2° l'identification des services visés à l'alinéa 2, deuxième tiret, auxquels une personne déterminée est abonnée ou qui sont habituellement utilisés par une personne déterminée.

Si nécessaire, il peut pour ce faire requérir, directement ou par l'intermédiaire du service de police désigné par le Roi, la collaboration:

— de l'opérateur d'un réseau de communications électroniques, et

— de toute personne qui met à disposition ou offre, sur le territoire belge, d'une quelconque manière, un service qui consiste à transmettre des signaux via des réseaux de communications électroniques ou à autoriser des utilisateurs à obtenir, recevoir ou diffuser des informations via un réseau de communications électroniques. Est également compris le fournisseur d'un service de communications électroniques.

La motivation reflète le caractère proportionnel eu égard au respect de la vie privée et subsidiaire à tout autre devoir d'enquête.

En cas d'extrême urgence, le procureur du Roi peut ordonner verbalement cette mesure. La décision est confirmée par écrit dans les plus brefs délais.

Pour des infractions qui ne sont pas de nature à entraîner un emprisonnement correctionnel principal d'un an ou une peine plus lourde, le procureur du Roi ne peut requérir les données visées à l'alinéa 1^{er} que pour une période de six mois préalable à sa décision."

b) dans le paragraphe 2, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

"Les acteurs visés au § 1^{er}, alinéa 2, 1^{er} et 2e tirets, requis de communiquer les données visées au paragraphe 1^{er} communiquent au procureur du Roi ou à l'officier de police judiciaire les données en temps réel ou, le cas échéant, au moment précisé dans la réquisition, selon les modalités fixées par le Roi, sur proposition du ministre de la Justice et du ministre compétent pour les Télécommunications."

c) dans le paragraphe 2, le dernier alinéa est remplacé par ce qui suit:

"Toute personne qui refuse de communiquer les données ou qui ne les communique pas en temps réel ou, le cas échéant, au moment précisé dans la réquisition est punie d'une amende de vingt-six euros à dix mille euros."

Art. 6. Dans l'article 46quinquies du même Code, inséré par la loi du 27 décembre 2005, les modifications suivantes sont apportées:

a) dans le paragraphe 1^{er}, les mots "et à ouvrir les objets fermés se trouvant dans ce lieu," sont insérés entre les mots "à tout moment dans un lieu privé" et "à l'insu du propriétaire";

b) dans le paragraphe 2, les mots "pénétration dans le lieu privé visé au § 1^{er}," sont remplacés par les mots "pénétration du lieu privé visé au paragraphe 1^{er}, et l'ouverture des objets fermés se trouvant sur ce lieu,";

Indien de gegevens die opgeslagen, verwerkt of overgedragen worden door middel van een informaticasysteem verwijzen naar een andere staat dan de staat van de verzoekende bevoegde buitenlandse autoriteit, brengt de in het eerste lid bedoelde politiedienst de bevoegde procureur des Konings of onderzoeksrechter daarvan op de hoogte. Deze gaat zo snel mogelijk over tot de onthulling aan de bevoegde buitenlandse autoriteit van een hoeveelheid identificatiegegevens of opropgegevens voldoende om te achterhalen wie die operator van het elektronische communicatienetwerk of de verstrekker van de elektronische communicatiedienst is en langs welke weg de communicatie was verzonden."

Art. 5. In artikel 46bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij wet van 10 juni 1998 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 29 mei 2016 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

"§ 1. Bij het opsporen van de misdaden en wanbedrijven kan de procureur des Konings bij een met redenen omklede en schriftelijke beslissing overgaan of doen overgaan op basis van ieder gegeven in zijn bezit of door middel van een toegang tot de klantenbestanden van de actoren bedoeld in het tweede lid, eerste en tweede streepje, tot:

1° de identificatie van de abonnee of de gewoonlijke gebruiker van een dienst bedoeld in het tweede lid, tweede streepje, of van het gebruikte elektronische communicatiemiddel;

2° de identificatie van de diensten bedoeld in het tweede lid, tweede streepje, waarop een bepaald persoon geabonneerd is of die door een bepaald persoon gewoonlijk gebruikt worden.

Hiertoe kan hij zo nodig, rechtstreeks of via de door de Koning aangewezen politiedienst, de medewerking vorderen van:

— de operator van een elektronisch communicatienetwerk, en

— iedereen die binnen het Belgisch grondgebied, op welke wijze ook, een dienst beschikbaar stelt of aanbiedt, die bestaat in het overbrengen van signalen via elektronische communicatienetwerken, of er in bestaat gebruikers toe te laten via een elektronisch communicatienetwerk informatie te verkrijgen of te ontvangen of te verspreiden. Hieronder wordt ook de verstrekker van een elektronische communicatiedienst begrepen.

De motivering weerspiegelt de proportionaliteit met inachtneming van de persoonlijke levenssfeer en de subsidiariteit ten opzichte van elke andere onderzoeksdaad.

In geval van uiterst dringende noodzakelijkheid kan de procureur des Konings de maatregel mondeling bevelen. De beslissing wordt zo spoedig mogelijk schriftelijk bevestigd.

Voor strafbare feiten die geen correctionele hoofdgevangenisstraf van een jaar of een zwaardere straf tot gevolg kunnen hebben, kan de procureur des Konings de in het eerste lid bedoelde gegevens slechts vorderen voor een periode van zes maanden voorafgaand aan zijn beslissing."

b) in paragraaf 2 wordt het eerste lid vervangen als volgt:

"De actoren bedoeld in § 1, tweede lid, eerste en tweede streepje, van wie gevorderd wordt de in paragraaf 1 bedoelde gegevens mee te delen, verstrekken de procureur des Konings of de officier van gerechtelijke politie de gegevens in werkelijke tijd of, in voorkomend geval, op het tijdstip bepaald in de vordering, volgens de nadere regels vastgesteld door de Koning, op het voorstel van de minister van Justitie en de minister bevoegd voor Telecommunicatie."

c) in paragraaf 2 wordt het laatste lid vervangen als volgt:

"Iedere persoon die de gegevens weigert mee te delen of niet meedeelt in werkelijke tijd of, in voorkomend geval, op het tijdstip bepaald in de vordering, wordt gestraft met geldboete van zesentwintig euro tot tienduizend euro."

Art. 6. In artikel 46quinquies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij wet van 27 december 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in paragraaf 1 worden de woorden "en gesloten voorwerpen die zich op deze plaats bevinden te openen" ingevoegd tussen de woorden "een private plaats te betreden" en de woorden ", wanneer er ernstige aanwijzingen zijn";

b) in paragraaf 2 worden de woorden "betreden van de private plaats zoals bedoeld in § 1" vervangen door de woorden "betreden van de private plaats bedoeld in paragraaf 1, en het openen van gesloten voorwerpen die zich op deze plaats bevinden,";

c) dans le paragraphe 2, 3°, les mots “d’installer dans le cadre d’une observation” sont remplacés par les mots “d’installer, de réparer ou de retirer dans le cadre d’une observation”;

d) le paragraphe 2 est complété par un 4° rédigé comme suit:

“4° de replacer les objets emportés conformément au paragraphe 5.”;

e) l’article est complété par les paragraphes 5, 6 et 7 rédigés comme suit:

“§ 5. Si l’examen d’un objet visé au paragraphe 1^{er} ne peut se faire sur place et si l’information ne peut être obtenue d’une autre manière, le service de police est autorisé à emporter cet objet pour une durée strictement limitée. L’objet en question est remis en place dans les plus brefs délais, à moins que cela n’entrave le bon déroulement de l’enquête.

§ 6. Dans le cadre de la mesure visée au paragraphe 1^{er}, la pénétration dans un système informatique n’est possible qu’aux fins visées au paragraphe 2, 3°.

§ 7. L’officier de police judiciaire qui dirige l’exécution de la mesure visé au paragraphe 1^{er} ou à l’article 89^{ter}, § 1^{er}, rédige un procès-verbal du cours de la mesure. Lorsque des objets fermés sont ouverts ou qu’il est fait application du paragraphe 5 durant l’exécution de la mesure, il en est fait mention dans le procès-verbal. Le procès-verbal est joint au dossier répressif au plus tard après qu’il a été mis fin à la mesure.”.

Art. 7. Dans le même Code, il est inséré un article 46^{sexies} rédigé comme suit:

“Art. 46^{sexies}. § 1^{er}. Dans la recherche des crimes et délits, si les nécessités de l’enquête l’exigent et que les autres moyens d’investigation ne semblent pas suffire à la manifestation de la vérité, le procureur du Roi peut autoriser les services de police visés à l’alinéa 2 à entretenir, le cas échéant sous une identité fictive, des contacts sur Internet avec une ou plusieurs personnes concernant lesquelles il existe des indices sérieux qu’elles commettent ou commettraient des infractions pouvant donner lieu à un emprisonnement correctionnel principal d’un an ou à une peine plus lourde.

Le Roi détermine les conditions, y compris pour ce qui concerne la formation, et les modalités de désignation des services de police habilités à exécuter la mesure visée au présent article.

Dans des circonstances exceptionnelles et moyennant l’autorisation expresse du procureur du Roi, le fonctionnaire des services de police visés à l’alinéa 2 peut, dans le cadre d’une opération déterminée, recourir momentanément à l’expertise d’une personne qui ne fait pas partie des services de police si cela s’avère strictement nécessaire à la réussite de sa mission. L’autorisation et l’identité de cette personne sont conservées dans le dossier visé au paragraphe 3, alinéa 7.

Le présent article ne s’applique pas à l’interaction personnelle de fonctionnaires de police, dans l’exercice de leurs missions de police judiciaire, avec une ou plusieurs personnes sur Internet, qui n’a pour finalité directe qu’une vérification ciblée ou une arrestation, et ceci sans utiliser d’identité fictive crédible.

§ 2. La mesure visée au § 1^{er} est ordonnée par le procureur du Roi par une autorisation écrite et motivée préalable. Cette autorisation est valable pour une période de trois mois, sous réserve de renouvellement.

En cas d’urgence, l’autorisation peut être donnée verbalement. Elle doit être confirmée dans les plus brefs délais dans la forme prévue à l’alinéa 1^{er}.

§ 3. Sont exemptés de peine, les fonctionnaires de police qui, dans le cadre de leur mission et en vue de la réussite de celle-ci ou afin de garantir leur propre sécurité ou celle d’autres personnes concernées par la mesure, commettent des infractions strictement nécessaires, ce avec l’accord exprès du procureur du Roi.

Ces infractions ne peuvent être plus graves que celles pour lesquelles la mesure est utilisée et doivent nécessairement être proportionnelles à l’objectif visé.

Les alinéas 1^{er} et 2 sont également d’application aux personnes qui ont fourni directement une aide ou une assistance nécessaire à l’exécution de cette mission ainsi qu’aux personnes visées au § 1^{er}, alinéa 3.

Le magistrat qui autorise, dans le respect du présent Code, un fonctionnaire de police et la personne visée à l’alinéa 3 à commettre des infractions dans le cadre de l’exécution de la mesure, n’encourt aucune peine.

c) in paragraaf 2 wordt de bepaling onder 3, aangevuld met de woorden “, te herstellen of terug te nemen.”;

d) paragraaf 2 wordt aangevuld met de bepaling onder 4, luidende: “4° de overeenkomstig paragraaf 5 meegenomen voorwerpen terug te plaatsen.”;

e) het artikel wordt aangevuld met de paragrafen 5, 6 en 7, luidende:

“§ 5. Indien het onderzoek van een in paragraaf 1 bedoeld voorwerp niet ter plaatse kan gebeuren en indien de informatie niet op een andere manier kan worden verkregen, is het de politiedienst toegestaan dit voorwerp mee te nemen voor een strikt beperkte duur. Het bewuste voorwerp wordt zo spoedig mogelijk teruggeplaatst, tenzij dit het goede verloop van het onderzoek in de weg staat.

§ 6. In het kader van de maatregel bedoeld in paragraaf 1, is het binnendringen in een informaticasysteem enkel mogelijk met het oog op de doeleinden bedoeld in paragraaf 2, 3°.

§ 7. De officier van gerechtelijke politie die de leiding heeft over de uitvoering van de maatregel bedoeld in paragraaf 1 of in artikel 89^{ter}, § 1, stelt van het verloop van de maatregel een proces-verbaal op. Wanneer tijdens de uitvoering van de maatregel gesloten voorwerpen geopend werden of toepassing gemaakt werd van paragraaf 5, wordt daarvan melding gemaakt in het proces-verbaal. Het proces-verbaal wordt uiterlijk na het beëindigen van de maatregel bij het strafdossier gevoegd.”.

Art. 7. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 46^{sexies} ingevoegd, luidende:

“Art. 46^{sexies}. § 1. Bij het opsporen van de misdaden en wanbedrijven, wanneer het onderzoek zulks vereist en de overige middelen van onderzoek niet lijken te volstaan om de waarheid aan de dag te brengen, kan de procureur des Konings de politiediensten bedoeld in het tweede lid machtigen om op het internet, desgevallend onder een fictieve identiteit, contact te onderhouden met een of meerdere personen waarvan er ernstige aanwijzingen zijn dat zij strafbare feiten die een correctionele hoofdgevangenisstraf van een jaar of een zwaardere straf tot gevolg kunnen hebben, plegen of zouden plegen.

De Koning bepaalt de voorwaarden, onder meer voor wat de opleiding betreft, en de nadere regels voor de aanwijzing van de politiediensten die bevoegd zijn om de maatregel, bedoeld in dit artikel, ten uitvoer te leggen.

In uitzonderlijke omstandigheden en mits uitdrukkelijke machtiging van de procureur des Konings, kan de ambtenaar van de in het tweede lid bedoelde politiediensten bij een welbepaalde operatie kortstondig een beroep doen op de deskundigheid van een persoon die niet tot de politiediensten behoort, indien dit strikt noodzakelijk voorkomt voor het welslagen van zijn opdracht. De machtiging en de identiteit van deze persoon worden bewaard in het in paragraaf 3, zevende lid, bedoelde dossier.

Dit artikel is niet van toepassing op de persoonlijke interactie op het internet van politieambtenaren, bij de uitvoering van hun opdrachten van gerechtelijke politie, met een of meerdere personen, die enkel een gerichte verificatie of een arrestatie tot direct doel heeft, en dit zonder gebruik te maken van een geloofwaardige fictieve identiteit.

§ 2. De maatregel bedoeld in § 1 wordt door de procureur des Konings bevolen met een voorafgaandelijke en met redenen omklede schriftelijke machtiging. Deze machtiging is geldig voor een termijn van drie maanden, onverminderd hernieuwing.

In spoedeisende gevallen kan de machtiging mondeling worden verstrekt. De machtiging moet zo spoedig mogelijk worden bevestigd in de vorm bepaald in het eerste lid.

§ 3. Blijven vrij van straf de politieambtenaren die, in het kader van hun opdracht en met het oog op het welslagen ervan of ter verzekering van hun eigen veiligheid of deze van andere bij de maatregel betrokken personen, strikt noodzakelijke strafbare feiten plegen, mits uitdrukkelijk akkoord van de procureur des Konings.

Die strafbare feiten mogen niet ernstiger zijn dan die waarvoor de maatregel wordt aangewend en moeten noodzakelijkerwijze evenredig zijn met het nagestreefde doel.

Het eerste en het tweede lid zijn eveneens van toepassing op de personen die aan de uitvoering van deze opdracht noodzakelijke en rechtstreekse hulp of bijstand hebben verleend en op de personen, bedoeld in § 1, derde lid.

Blijft vrij van straf de magistrat die, met inachtneming van dit Wetboek, machtiging verleent aan een politieambtenaar en aan de persoon bedoeld in het derde lid tot het plegen van strafbare feiten in het kader van de uitvoering van de maatregel.

Les fonctionnaires de police communiquent, par écrit et préalablement à l'exécution de la mesure, au procureur du Roi les infractions qu'eux-mêmes ou les personnes visées à l'alinéa 3 ont l'intention de commettre.

Si cette notification préalable n'a pas pu avoir lieu, les fonctionnaires de police informent sans délai le procureur du Roi des infractions qu'eux-mêmes ou les personnes visées à l'alinéa 3 ont commises et en donnent ensuite confirmation par écrit.

Le procureur du Roi indique dans une décision écrite séparée les infractions pouvant être commises par les services de police et les personnes visées à l'alinéa 3 dans le cadre de la mesure qu'il a ordonnée. Cette décision est conservée dans un dossier séparé et confidentiel. Il est le seul à avoir accès à ce dossier, sans préjudice du droit de consultation du juge d'instruction et de la chambre des mises en accusation visé respectivement à l'article 56bis et aux articles 235ter, § 3, et 235quater, § 3. Le contenu de ce dossier est couvert par le secret professionnel.

§ 4. L'officier de police judiciaire chargé de l'enquête rédige le procès-verbal des différentes phases de l'exécution de cette mesure, y compris les contacts pertinents. Ces procès-verbaux sont joints au dossier au plus tard après la fin de la mesure.

Les contacts visés au paragraphe 1^{er} sont enregistrés avec les moyens techniques appropriés et joints au dossier ou déposés au greffe, sous forme numérique ou non, au plus tard après la fin de la mesure.

§ 5. Le procureur du Roi est chargé de l'exécution des autorisations de la mesure visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, accordées par le juge d'instruction dans le cadre d'une instruction, conformément à l'article 56bis.

Le procureur du Roi indique à ce moment dans une décision écrite séparée les infractions pouvant être commises par les services de police et les personnes visées au § 3, alinéa 3, dans le cadre de la mesure ordonnée par le juge d'instruction. Cette décision est conservée dans le dossier visé au § 3, alinéa 7^o.

Art. 8. Dans l'article 47sexies du même Code, inséré par la loi du 6 janvier 2003 et modifié par la loi du 27 décembre 2005, les modifications suivantes sont apportées:

a) dans le paragraphe 3, le 1^o est remplacé par ce qui suit:

"1^o les indices sérieux de l'infraction qui justifient l'observation ou, si l'observation s'inscrit dans le cadre de l'enquête proactive définie à l'article 28bis, § 2, la suspicion raisonnable que des faits punissables vont être commis ou ont été commis mais ne sont pas encore connus, et les indices particuliers relatifs aux éléments décrits dans cette dernière disposition, qui justifient l'observation;"

b) dans le paragraphe 3, 5^o, les mots "un mois" sont remplacés par les mots "trois mois".

c) dans le paragraphe 5, les mots "à l'alinéa 1^{er}" sont remplacés par les mots "au paragraphe 3".

Art. 9. Dans l'article 47octies du même Code, inséré par la loi du 6 janvier 2003, modifié par les lois des 27 décembre 2005 et 29 décembre 2010, les modifications suivantes sont apportées:

a) dans le paragraphe 3, le 1^o est complété par les mots "ou, si l'infiltration s'inscrit dans le cadre de l'enquête proactive définie à l'article 28bis, § 2, la suspicion raisonnable que des faits punissables vont être commis ou ont été commis mais ne sont pas encore connus, et les indices particuliers relatifs aux éléments décrits dans cette dernière disposition, qui justifient l'infiltration;"

b) dans le paragraphe 5, les mots "à l'alinéa 1^{er}" sont remplacés par les mots "au paragraphe 3".

Art. 10. Dans l'article 47undecies du même Code, inséré par la loi du 6 janvier 2003, annulé par l'arrêt n^o 202/2004 de la Cour constitutionnelle, rétabli par la loi de 27 décembre 2005 et partiellement annulé par l'arrêt n^o 105/2007 de la Cour constitutionnelle, l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 11. A l'article 56bis du même Code, inséré par la loi du 6 janvier 2003 et modifié par la loi du 27 décembre 2005, les modifications suivantes sont apportées:

1^o dans l'alinéa 1^{er}, les mots "une mesure visée à l'article 46sexies ou" sont insérés entre les mots "il ordonne" et les mots "des méthodes particulières";

De politieambtenaren melden schriftelijk en vóór de uitvoering van de maatregel aan de procureur des Konings, de misdrijven die zij of de personen bedoeld in het derde lid, voornemens zijn te plegen.

Indien deze voorafgaande kennisgeving niet kon gebeuren, stellen de politieambtenaren de procureur des Konings onverwijld in kennis van de misdrijven die zij of de personen bedoeld in het derde lid, hebben gepleegd en bevestigen dit nadien schriftelijk.

De procureur des Konings vermeldt in een afzonderlijke en schriftelijke beslissing de misdrijven die door de politiediensten en de personen bedoeld in het derde lid in het kader van deze door hem bevolen maatregel kunnen worden gepleegd. Deze beslissing wordt in een afzonderlijk en vertrouwelijk dossier bewaard. Hij heeft als enige toegang tot dit dossier, onverminderd het in artikel 56bis, respectievelijk de artikelen 235ter, § 3, en 235quater, § 3, bedoelde inzage-recht van de onderzoeksrechter en de kamer van inbeschuldigingstelling. De inhoud van dit dossier valt onder het beroepsgeheim.

§ 4. De met het onderzoek belaste officier van gerechtelijke politie stelt proces-verbaal op van de verschillende fasen in de uitvoering van deze maatregel, met inbegrip van de relevante contacten. Deze processen-verbaal worden uiterlijk na het beëindigen van de maatregel bij het dossier gevoegd.

De contacten bedoeld in paragraaf 1 worden met de passende technische middelen geregistreerd en uiterlijk na het beëindigen van de maatregel bij het dossier gevoegd of ter griffie, al dan niet in digitale vorm, neergelegd.

§ 5. De procureur des Konings staat in voor de tenuitvoerlegging van de machtigingen tot de maatregel bedoeld in § 1, eerste lid, die zijn verleend door de onderzoeksrechter in het kader van een gerechtelijk onderzoek overeenkomstig artikel 56bis.

De procureur des Konings vermeldt op dat ogenblik in een afzonderlijke en schriftelijke beslissing de misdrijven die door de politiediensten en de personen bedoeld § 3, derde lid, in het kader van de door de onderzoeksrechter bevolen maatregel kunnen worden gepleegd. Deze beslissing wordt in het dossier bedoeld in § 3, zevende lid, bewaard."

Art. 8. In artikel 47sexies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 6 januari 2003 en gewijzigd bij de wet van 27 december 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in paragraaf 3 wordt de bepaling onder 1 vervangen als volgt:

"1^o de ernstige aanwijzingen van het strafbaar feit die de observatie wettigen, of, indien de observatie zich situeert in het proactieve onderzoek zoals omschreven in artikel 28bis, § 2, het redelijk vermoeden van te plegen of reeds gepleegde maar nog niet aan het licht gebrachte strafbare feiten, en de bijzondere aanwijzingen met betrekking tot de elementen omschreven in deze laatste bepaling, die de observatie wettigen;"

b) in paragraaf 3, 5^o, worden de woorden "één maand" vervangen door de woorden "drie maanden";

c) in paragraaf 5 worden de woorden "het eerste lid" vervangen door de woorden "paragraaf 3".

Art. 9. In artikel 47octies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 6 januari 2003, gewijzigd bij de wetten van 27 december 2005 en 29 december 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in paragraaf 3 wordt de bepaling onder 1 aangevuld met de woorden "of, indien de infiltratie zich situeert in het proactieve onderzoek zoals omschreven in artikel 28bis, § 2, het redelijk vermoeden van te plegen of reeds gepleegde maar nog niet aan het licht gebrachte strafbare feiten, en de bijzondere aanwijzingen met betrekking tot de elementen omschreven in deze laatste bepaling, die de infiltratie wettigen;"

b) in paragraaf 5 worden de woorden "het eerste lid" vervangen door de woorden "paragraaf 3".

Art. 10. In artikel 47undecies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 6 januari 2003 en vernietigd bij arrest nr. 202/2004 van het Grondwettelijk Hof, hersteld bij de wet van 27 december 2005 en gedeeltelijk vernietigd bij arrest nr. 105/2007 van het Grondwettelijk Hof, wordt het vierde lid opgeheven.

Art. 11. In artikel 56bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 6 januari 2003 en gewijzigd bij wet van 27 december 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in het eerste lid worden de woorden "een maatregel bedoeld in artikel 46sexies of" ingevoegd tussen de woorden "van de onderzoeksrechter waarbij hij" en de woorden "bijzondere opsporingsmethoden";

2° dans l'alinéa 1^{er}, la deuxième phrase est remplacée par la phrase "Il est procédé, selon le cas, conformément à l'article 46sexies ou aux articles 47ter à 47novies.";

3° l'alinéa 4 est complété par la phrase suivante:

"Ces personnes sont tenues au secret. Toute violation du secret est punie conformément à l'article 458 du Code pénal."

Art. 12. Dans l'article 88bis du même Code, inséré par la loi du 11 février 1991 et modifié en dernier lieu par la loi du 29 mai 2016, les modifications suivantes sont apportées:

a) le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

"§ 1^{er}. S'il existe des indices sérieux que les infractions sont de nature à entraîner un emprisonnement correctionnel principal d'un an ou une peine plus lourde, et lorsque le juge d'instruction estime qu'il existe des circonstances qui rendent le repérage de communications électroniques ou la localisation de l'origine ou de la destination de communications électroniques nécessaire à la manifestation de la vérité, il peut faire procéder:

1° au repérage des données de trafic de moyens de communication électronique à partir desquels ou vers lesquels des communications électroniques sont adressées ou ont été adressées;

2° à la localisation de l'origine ou de la destination de communications électroniques.

Si nécessaire, il peut pour ce faire requérir, directement ou par l'intermédiaire du service de police désigné par le Roi, la collaboration:

— de l'opérateur d'un réseau de communications électroniques; et

— de toute personne qui met à disposition ou offre, sur le territoire belge, d'une quelconque manière, un service qui consiste à transmettre des signaux via des réseaux de communications électroniques ou à autoriser des utilisateurs à obtenir, recevoir ou diffuser des informations via un réseau de communications électroniques. Est également compris le fournisseur d'un service de communications électroniques.

Dans les cas visés à l'alinéa 1^{er}, pour chaque moyen de communication électronique dont les données d'appel sont repérées ou dont l'origine ou la destination de la télécommunication est localisée, le jour, l'heure, la durée et, si nécessaire, le lieu de la communication électronique sont indiqués et consignés dans un procès-verbal.

Le juge d'instruction indique les circonstances de fait de la cause qui justifient la mesure, son caractère proportionnel eu égard au respect de la vie privée et subsidiaire à tout autre devoir d'enquête, dans une ordonnance motivée.

Il précise également la durée durant laquelle la mesure pourra s'appliquer pour le futur, cette durée ne pouvant excéder deux mois à dater de l'ordonnance, sans préjudice de renouvellement et, le cas échéant, la période pour le passé sur laquelle l'ordonnance s'étend conformément au paragraphe 2.

En cas de flagrant délit, le procureur du Roi peut ordonner la mesure pour les infractions visées à l'article 90ter, §§ 2, 3 et 4. Dans ce cas, la mesure doit être confirmée dans les vingt-quatre heures par le juge d'instruction.

S'il s'agit toutefois de l'infraction visée à l'article 137, 347bis, 434 ou 470 du Code pénal, à l'exception de l'infraction visée à l'article 137, § 3, 6°, du même Code, le procureur du Roi peut ordonner la mesure tant que la situation de flagrant délit perdure, sans qu'une confirmation par le juge d'instruction ne soit nécessaire.

S'il s'agit de l'infraction visée à l'article 137 du Code pénal, à l'exception de l'infraction visée à l'article 137, § 3, 6°, du même Code, le procureur du Roi peut en outre ordonner la mesure dans les septante-deux heures suivant la découverte de cette infraction, sans qu'une confirmation par le juge d'instruction soit nécessaire.

Toutefois, le procureur du Roi peut ordonner la mesure si le plaignant le sollicite, lorsque cette mesure s'avère indispensable à l'établissement d'une infraction visée à l'article 145, § 3 et § 3bis de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

En cas d'urgence, la mesure peut être ordonnée verbalement. Elle doit être confirmée dans les plus brefs délais dans la forme prévue aux alinéas 4 et 5.";

2° in het eerste lid wordt de tweede zin vervangen als volgt: "Er wordt, naargelang van het geval, gehandeld overeenkomstig artikel 46sexies of de artikelen 47ter tot 47novies.";

3° het vierde lid wordt aangevuld met de volgende zin:

"Deze personen zijn tot geheimhouding verplicht. Iedere schending van het geheim wordt gestraft overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek."

Art. 12. In artikel 88bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 11 februari 1991 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 29 mei 2016 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

"§ 1. Wanneer er ernstige aanwijzingen zijn dat de strafbare feiten een correctionele hoofdgevangenisstraf van één jaar of een zwaardere straf tot gevolg kunnen hebben en de onderzoeksrechter van oordeel is dat er omstandigheden zijn die het doen opsporen van elektronische communicatie of het lokaliseren van de oorsprong of de bestemming van elektronische communicatie noodzakelijk maken om de waarheid aan de dag te brengen, kan hij:

1° de verkeersgegevens doen opsporen van elektronische communicatiemiddelen van waaruit of waarnaar elektronische communicaties worden of werden gedaan;

2° de oorsprong of de bestemming van elektronische communicatie laten lokaliseren.

Hiertoe kan hij zo nodig, rechtstreeks of via de door de Koning aangewezen politiedienst, de medewerking vorderen van:

— de operator van een elektronisch communicatienetwerk; en

— iedereen die binnen het Belgisch grondgebied, op welke wijze ook, een dienst beschikbaar stelt of aanbiedt, die bestaat in het overbrengen van signalen via elektronische communicatienetwerken, of er in bestaat gebruikers toe te laten via een elektronisch communicatienetwerk informatie te verkrijgen of te ontvangen of te verspreiden. Hieronder wordt ook de verstrekker van een elektronische communicatiedienst begrepen.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid wordt voor ieder elektronisch communicatiemiddel waarvan de oproepgegevens worden opgespoord of waarvan de oorsprong of de bestemming van de elektronische communicatie wordt gelokaliseerd, de dag, het uur, de duur, en, indien nodig, de plaats van de elektronische communicatie vastgesteld en opgenomen in een proces-verbaal.

De onderzoeksrechter doet in een met redenen omkleed bevelschrift opgave van de feitelijke omstandigheden van de zaak die de maatregel rechtvaardigen, van de proportionaliteit met inachtneming van de persoonlijke levenssfeer en de subsidiariteit ten opzichte van elke andere onderzoeksdaad.

Hij vermeldt ook de duur van de maatregel voor de toekomst, die niet langer kan zijn dan twee maanden te rekenen vanaf het bevelschrift, onverminderd een hernieuwing en, in voorkomend geval, de periode in het verleden waarover de vordering zich uitstrekt overeenkomstig paragraaf 2.

In geval van ontdekking op heterdaad kan de procureur des Konings de maatregel bevelen voor de in artikel 90ter, §§ 2, 3 en 4, bedoelde strafbare feiten. In dat geval moet de maatregel binnen vierentwintig uur worden bevestigd door de onderzoeksrechter.

Indien het echter het in artikel 137, 347bis, 434 of 470 van het Strafwetboek bedoelde strafbare feit betreft, met uitzondering van het in artikel 137, § 3, 6°, van hetzelfde Wetboek bedoelde strafbare feit, kan de procureur des Konings de maatregel bevelen zolang de heterdaad-situatie duurt, zonder dat een bevestiging door de onderzoeksrechter nodig is.

Indien het het in artikel 137 van het Strafwetboek bedoelde strafbare feit betreft, met uitzondering van het in artikel 137, § 3, 6°, van hetzelfde Wetboek bedoelde strafbare feit, kan de procureur des Konings bovendien de maatregel bevelen binnen de tweeënzeventig uur na de ontdekking van dit strafbare feit, zonder dat een bevestiging door de onderzoeksrechter nodig is.

De procureur des Konings kan evenwel de maatregel bevelen indien de klager erom verzoekt, wanneer deze maatregel onontbeerlijk lijkt voor het vaststellen van een strafbaar feit bedoeld in artikel 145, § 3 en § 3bis van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

In spoedeisende gevallen kan de maatregel mondeling worden bevolen. Het bevel moet zo spoedig mogelijk worden bevestigd in de vorm bepaald in het vierde en vijfde lid.";

b) dans le paragraphe 3, l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante:

“Ces personnes sont tenues au secret. Toute violation du secret est punie conformément à l'article 458 du Code pénal.”.

c) dans le paragraphe 4, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

“Les acteurs visés au § 1^{er}, alinéa 2, communiquent les informations demandées en temps réel ou, le cas échéant, au moment précisé dans la réquisition, selon les modalités fixées par le Roi, sur la proposition du ministre de la Justice et du ministre compétent pour les Télécommunications.”;

d) dans le paragraphe 4, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit:

“Toute personne qui refuse de prêter son concours technique aux réquisitions visées au présent article, concours dont les modalités sont fixées par le Roi, sur la proposition du ministre de la Justice et du ministre compétent pour les Télécommunications, ou ne le prête pas en temps réel ou, le cas échéant, au moment précisé dans la réquisition, est punie d'une amende de vingt-six euros à dix mille euros.”.

Art. 13. L'article 88^{ter} du même Code, inséré par la loi du 28 novembre 2000, est abrogé.

Art. 14. A l'article 88^{quater} du même Code, inséré par la loi du 28 novembre 2000 et modifié par la loi du 6 juin 2010, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots “aux personnes dont il présume qu'elles ont une” sont remplacés par les mots “à quiconque dont il présume qu'il a”, et les mots “ou de son extension visée à l'article 39^{bis}, § 3” sont insérés entre les mots “qui fait l'objet de la recherche” et les mots “ou des services qui permettent de protéger”;

2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit:

“§ 3. Celui qui refuse de fournir la collaboration ordonnée aux §§ 1^{er} et 2 ou qui fait obstacle à la recherche ou à son extension dans le système informatique, est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de vingt-six euros à vingt mille euros ou d'une de ces peines seulement.

Si la collaboration visée à l'alinéa 1^{er} peut empêcher la commission d'un crime ou d'un délit ou peut en limiter les effets et que cette collaboration n'est pas fournie, les peines sont un emprisonnement de un à cinq ans et une amende de cinq cents euros à cinquante mille euros.”.

Art. 15. Dans l'article 89^{ter} du même Code, inséré par la loi du 6 janvier 2003 et remplacé par la loi du 27 décembre 2005, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

“Dans le cadre de l'exécution de la mesure prévue à l'article 46^{quinquies}, et aux conditions ainsi qu'aux fins qu'il énonce, seul le juge d'instruction peut autoriser le service de police désigné par le Roi à:

— pénétrer à tout moment dans un lieu privé autre que celui visé à l'article 46^{quinquies}, § 1^{er}, en ce compris ouvrir les objets fermés se trouvant dans ce lieu, à l'insu du propriétaire ou de son ayant droit, ou de l'occupant, ou sans le consentement de ceux-ci;

— s'introduire dans un système informatique et l'explorer, à l'insu du propriétaire, du détenteur ou de l'utilisateur ou sans leur consentement, sans préjudice de la possibilité pour le procureur du Roi d'autoriser l'introduction dans un système informatique dans les limites visées à l'article 46^{quinquies}, § 6.”.

Art. 16. Dans le livre 1, chapitre VI, section II, sous-section II du même Code, l'intitulé du paragraphe 6 est remplacé par ce qui suit:

“§ 6. Intercepter, prendre connaissance, explorer et enregistrer des communications non accessibles au public ou des données d'un système informatique ou d'une partie de celui-ci.”.

b) in paragraaf 3 wordt het tweede lid aangevuld met de volgende zin:

“Deze personen zijn tot geheimhouding verplicht. Iedere schending van het geheim wordt gestraft overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.”.

c) in paragraaf 4 wordt het eerste lid vervangen als volgt:

“De actoren bedoeld in § 1, tweede lid, delen de gegevens waarom verzocht werd mee in werkelijke tijd of, in voorkomend geval, op het tijdstip bepaald in de vordering, volgens de nadere regels vastgesteld door de Koning, op voorstel van de minister van Justitie en de minister bevoegd voor Telecommunicatie.”;

d) in paragraaf 4 wordt het derde lid vervangen als volgt:

“Iedere persoon die zijn technische medewerking aan de vorderingen bedoeld in dit artikel weigert of niet verleent in werkelijke tijd of, in voorkomend geval, op het tijdstip bepaald in de vordering, medewerking waarvan de nadere regels vastgesteld worden door de Koning, op voorstel van de minister van Justitie en de minister bevoegd voor Telecommunicatie, wordt gestraft met geldboete van zesentwintig euro tot tienduizend euro.”.

Art. 13. Artikel 88^{ter} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 28 november 2000, wordt opgeheven.

Art. 14. In 88^{quater} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij wet van 28 november 2000 en gewijzigd bij de wet van 6 juni 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “personen van wie hij vermoedt dat ze een” vervangen door de woorden “aan eenieder van wie hij vermoedt dat hij een” en worden de woorden “of de uitbreiding ervan bedoeld in artikel 39^{bis}, § 3” ingevoegd tussen de woorden “het voorwerp uitmaakt van de zoeking” en de woorden “of van diensten om gegevens die worden opgeslagen”;

2° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

“§ 3. Hij die de in §§ 1 en 2 gevorderde medewerking niet verleent of de zoeking in het informaticasysteem of de uitbreiding ervan hindert, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met geldboete van zesentwintig euro tot twintigduizend euro of met een van die straffen alleen.

Wanneer de medewerking bedoeld in het eerste lid de uitvoering van een misdaad of een wanbedrijf kan verhinderen, of de gevolgen ervan kan beperken, en deze medewerking niet verleend wordt, zijn de straffen een gevangenisstraf van één tot vijf jaar en een geldboete van vijfhonderd tot vijftigduizend euro.”.

Art. 15. In artikel 89^{ter} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 6 januari 2003 en vervangen bij de wet van 27 december 2005, wordt het eerste lid vervangen als volgt:

“In het kader van de uitvoering van de in artikel 46^{quinquies} bepaalde maatregel, en onder de voorwaarden en met het oog op de doeleinden daar vermeld, kan alleen de onderzoeksrechter de politiedienst aangewezen door de Koning machtigen om:

— buiten medeweten van de eigenaar of van zijn rechthebbende, of van de bewoner, of zonder hun toestemming, te allen tijde een andere private plaats dan die bedoeld in artikel 46^{quinquies}, § 1, te betreden, met inbegrip van het openen van gesloten voorwerpen die zich op deze plaats bevinden;

— buiten medeweten van de eigenaar, de bezitter of de gebruiker of zonder hun toestemming, zich toegang te verschaffen tot een informaticasysteem en het te doorzoeken, onverminderd de mogelijkheid voor de procureur des Konings om het binnendringen in een informaticasysteem te machtigen binnen de grenzen bepaald in artikel 46^{quinquies}, § 6.”.

Art. 16. In boek 1, hoofdstuk VI, afdeling II, onderafdeling II van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van paragraaf 6 vervangen als volgt:

“§ 6. Onderscheppen, kennisnemen, doorzoeken en opnemen van niet voor publiek toegankelijke communicatie of gegevens van een informaticasysteem of een deel ervan.”.

Art. 17. Dans l'article 90^{ter} du même Code, inséré par la loi du 30 juin 1994 et modifié en dernier lieu par la loi du 20 juillet 2015, les modifications suivantes sont apportées:

a) le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

“§ 1^{er}. Sans préjudice de l'application des articles 39^{bis}, 87, 88, 89^{bis} et 90, le juge d'instruction peut, dans un but secret, intercepter, prendre connaissance, explorer et enregistrer, à l'aide de moyens techniques, des communications non accessibles au public ou des données d'un système informatique ou d'une partie de celui-ci, ou étendre la recherche dans un système informatique ou une partie de celui-ci.

Cette mesure ne peut être ordonnée que dans des cas exceptionnels, lorsque les nécessités de l'instruction l'exigent, s'il existe des indices sérieux que cela concerne une infraction visée au paragraphe 2, et si les autres moyens d'investigation ne suffisent pas à la manifestation de la vérité.

En vue de permettre cette mesure, le juge d'instruction peut également, à l'insu ou sans le consentement de l'occupant, du propriétaire ou de son ayant droit, ou de l'utilisateur, ordonner, à tout moment:

— la pénétration dans un domicile, un lieu privé ou un système informatique;

— la suppression temporaire de toute protection des systèmes informatiques concernés, le cas échéant à l'aide de moyens techniques, de faux signaux, de fausses clés ou de fausses qualités;

— l'installation de dispositifs techniques dans les systèmes informatiques concernés en vue du décryptage et du décodage de données stockées, traitées ou transmises par ce système.

La mesure visée au présent paragraphe ne peut être ordonnée que pour rechercher les données qui peuvent servir à la manifestation de la vérité. Elle ne peut être ordonnée qu'à l'égard soit de personnes soupçonnées, sur la base d'indices précis, d'avoir commis l'infraction, soit à l'égard des moyens de communication ou systèmes informatiques régulièrement utilisés par un suspect, soit à l'égard des lieux présumés fréquentés par celui-ci. Elle peut également être ordonnée à l'égard de personnes présumées, sur la base de faits précis, être en communication régulière avec un suspect.”;

b) le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit:

“§ 2. Les infractions pouvant justifier la mesure visée au paragraphe 1^{er} sont celles qui sont visées:

1° aux articles 101 à 110 du Code pénal;

2° aux articles 136^{bis}, 136^{ter}, 136^{quater}, 136^{sexies} et 136^{septies} du même Code et à l'article 41 de la loi du 29 mars 2004 concernant la coopération avec la Cour pénale internationale et les tribunaux pénaux internationaux;

3° au livre II, titre I^{ter}, du même Code;

4° à l'article 147 du même Code;

5° aux articles 160, 161, 162, 163, 168, 171, 173 et 176 du même Code;

6° aux articles 180 et 186 du même Code;

7° à l'article 210^{bis} du même Code;

8° aux articles 246, 247, 248, 249 et 250 du même Code;

9° à l'article 259^{bis} du même Code;

10° à l'article 314^{bis} du même Code;

11° aux articles 324^{bis} et 324^{ter} du même Code;

12° aux articles 327, 328, 329 et 330 du même Code, pour autant qu'une plainte ait été déposée;

13° à l'article 331^{bis} du même Code;

14° à l'article 347^{bis} du même Code;

15° aux articles 372 à 377^{bis} du même Code;

16° à l'article 377^{quater} du même Code;

17° aux articles 379, 380 et 383^{bis}, §§ 1^{er} et 3, du même Code;

18° à l'article 393 du même Code;

19° aux articles 394 et 397 du même Code;

20° aux articles 428 et 429 du même Code;

21° à l'article 433^{bis}/1 du même Code;

22° aux articles 433^{quinquies} à 433^{octies} du même Code;

23° à l'article 434 du même Code;

Art. 17. In artikel 90^{ter} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 30 juni 1994 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 20 juli 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

“§ 1. De onderzoeksrechter kan, onverminderd de toepassing van artikelen 39^{bis}, 87, 88, 89^{bis} en 90, met een heimelijk oogmerk, niet voor het publiek toegankelijke communicatie of gegevens van een informaticasysteem of een deel ervan met technische hulpmiddelen onderscheppen, er kennis van nemen, doorzoeken en opnemen of de zoeking in een informaticasysteem of een deel ervan uitbreiden.

Deze maatregel kan enkel worden bevolen in uitzonderlijke gevallen, wanneer het onderzoek zulks vereist, indien er ernstige aanwijzingen bestaan dat het een strafbaar feit betreft bedoeld in paragraaf 2, en indien de overige middelen van onderzoek niet volstaan om de waarheid aan de dag te brengen.

Teneinde deze maatregel mogelijk te maken, kan de onderzoeksrechter bevelen om, te allen tijde, ook buiten medeweten of zonder de toestemming van hetzij de bewoner, hetzij de eigenaar of zijn rechthebbende, hetzij de gebruiker:

— in een woning, in een private plaats of in een informaticasysteem binnen te dringen;

— elke beveiliging van de betrokken informaticasystemen tijdelijk op te heffen, desgevallend met behulp van technische hulpmiddelen, valse signalen, valse sleutels of valse hoedanigheden;

— technische middelen in de betrokken informaticasystemen aan te brengen teneinde de door dat systeem opgeslagen, verwerkte of doorgestuurde gegevens te ontcijferen en te decoderen.

De maatregel bedoeld in deze paragraaf kan alleen worden bevolen om de gegevens op te sporen die kunnen dienen om de waarheid aan de dag te brengen. Hij kan alleen worden bevolen ten aanzien van personen die op grond van precieze aanwijzingen ervan verdacht worden het strafbare feit te hebben gepleegd, ten aanzien van de communicatiemiddelen of informaticasystemen die geregeld worden gebruikt door een persoon op wie een verdenking rust of ten aanzien van de plaatsen waar deze vermoed wordt te vertoeven. De maatregel kan eveneens worden bevolen ten aanzien van personen van wie op grond van precieze feiten vermoed wordt dat zij geregeld in verbinding staan met een persoon op wie een verdenking rust.”;

b) paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

“§ 2. De strafbare feiten die de maatregel bedoeld in paragraaf 1 kunnen wettigen zijn degene die bedoeld worden in:

1° de artikelen 101 tot en met 110 van het Strafwetboek;

2° De artikelen 136^{bis}, 136^{ter}, 136^{quater}, 136^{sexies} en 136^{septies} van hetzelfde Wetboek en artikel 41 van de wet van 29 maart 2004 betreffende de samenwerking met het Internationaal Strafgerechtshof en de internationale straftribunalen;

3° boek II, titel I^{ter}, van hetzelfde Wetboek;

4° artikel 147 van hetzelfde Wetboek;

5° de artikelen 160, 161, 162, 163, 168, 171, 173 en 176 van hetzelfde Wetboek;

6° de artikelen 180 en 186 van hetzelfde Wetboek;

7° artikel 210^{bis} van hetzelfde Wetboek;

8° de artikelen 246, 247, 248, 249, en 250 van hetzelfde Wetboek;

9° artikel 259^{bis} van hetzelfde Wetboek;

10° artikel 314^{bis} van hetzelfde Wetboek;

11° de artikelen 324^{bis} en 324^{ter} van hetzelfde Wetboek;

12° de artikelen 327, 328, 329 en 330 van hetzelfde Wetboek, voor zover een klacht is ingediend;

13° artikel 331^{bis} van hetzelfde Wetboek;

14° artikel 347^{bis} van hetzelfde Wetboek;

15° de artikelen 372 tot 377^{bis} van hetzelfde Wetboek;

16° artikel 377^{quater} van hetzelfde Wetboek;

17° de artikelen 379, 380 en 383^{bis}, §§ 1 en 3, van hetzelfde Wetboek;

18° artikel 393 van hetzelfde Wetboek;

19° de artikelen 394 en 397 van hetzelfde Wetboek;

20° de artikelen 428 en 429 van hetzelfde Wetboek;

21° artikel 433^{bis}/1 van hetzelfde Wetboek;

22° de artikelen 433^{quinquies} tot 433^{octies} van hetzelfde Wetboek;

23° artikel 434 van hetzelfde Wetboek;

24° aux articles 468, 470, 471 et 472 du même Code;

25° à l'article 475 du même Code;

26° au livre II, titre IX, chapitre 1^{er}, section 2*bis*, et chapitre 1^{er}bis du même Code;

27° aux articles 504*bis* et 504*ter* du même Code;

28° à l'article 504*quater* du même Code;

29° à l'article 505, alinéa 1^{er}, 1° du même Code lorsque les choses concernées ont été enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit visés à cet article;

30° à l'article 505, alinéa 1^{er}, 2°, 3° et 4° du même Code;

31° aux articles 510, 511, alinéa 1^{er}, et 516 du même Code;

32° à l'article 520 du même Code, si les circonstances visées aux articles 510 ou 511, alinéa 1^{er}, du même Code sont réunies;

33° aux articles 550*bis* et 550*ter* du même Code;

34° à l'article 2*bis* de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes;

35° à la loi du 28 mai 1956 relative aux substances et mélanges explosibles ou susceptibles de déflagrer et aux engins qui en sont chargés;

36° article 1^{er} de l'arrêté royal du 12 avril 1974 relatif à certaines opérations concernant les substances à action hormonale, antihormonale, anabolisante, bêta-adrénérique, anti-infectieuse, antiparasitaire et anti-inflammatoire, article précité visant des infractions punies conformément à la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques.”;

37° aux articles 77*bis* à 77*quinquies* de la loi du 15 décembre 1980 concernant l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

38° à l'article 10, § 1^{er}, 2°, de la loi du 15 juillet 1985 relative à l'utilisation de substances à effet hormonal, à effet antihormonal, à effet bêta-adrénérique ou à effet stimulateur de production chez les animaux;

39° à l'article 10 de la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente;

40° à l'article 145, §§ 3 et 3*bis*, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques;

41° aux articles 8 à 11, 14, 16, 19, 1°, 2°, 3°, 5° et 6°, 20, 22, 27 et 33 de la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes, aussi appelée “Loi sur les armes”;

42° aux articles 21 à 26 de l'Accord de Coopération du 2 mars 2007 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, faite à Paris le 13 janvier 1993;

43° à l'article 47 du décret du parlement flamand du 15 juin 2012 concernant l'importation, l'exportation, le transit et le transfert de produits liés à la défense, d'autre matériel à usage militaire, de matériel de maintien de l'ordre, d'armes à feu civiles, de pièces et de munitions;

44° à l'article 20 du décret de la Région wallonne du 21 juin 2012 relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes civiles et de produits liés à la défense;

45° à l'article 42 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juin 2013 relative à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert de produits liés à la défense, d'autre matériel pouvant servir à un usage militaire, de matériel lié au maintien de l'ordre, d'armes à feu à usage civil, de leurs pièces, accessoires et munitions;

c) aux paragraphes 3 et 4, les mots “mesures de surveillance” sont chaque fois remplacés par le mot “mesure”;

d) le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit:

“§ 5. En cas de flagrant délit et tant que la situation de flagrant délit perdure, le procureur du Roi peut ordonner la mesure visée au paragraphe 1^{er} pour les infractions visées aux articles 137, 347*bis*, 434 ou 470 du Code pénal. En outre, en cas de flagrant délit, le procureur du Roi peut ordonner la mesure visée au paragraphe 1^{er} pour les

24° de artikelen 468, 470, 471 en 472 van hetzelfde Wetboek;

25° artikel 475 van hetzelfde Wetboek;

26° boek II, titel IX, hoofdstuk I, sectie 2*bis*, en hoofdstuk Ibis van hetzelfde Wetboek;

27° de artikelen 504*bis* en 504*ter* van hetzelfde Wetboek;

28° artikel 504*quater* van hetzelfde Wetboek;

29° artikel 505, eerste lid, 1° van hetzelfde Wetboek wanneer de betrokken zaken werden weggenomen, verduisterd of verkregen door een misdaad of wanbedrijf vermeld in dat artikel;

30° artikel 505, eerste lid, 2°, 3° en 4° van hetzelfde Wetboek;

31° de artikelen 510, 511, eerste lid en 516 van hetzelfde Wetboek;

32° artikel 520 van hetzelfde Wetboek, indien de omstandigheden bedoeld in de artikelen 510 of 511, eerste lid, van hetzelfde Wetboek verenigd zijn;

33° de artikelen 550*bis* en 550*ter* van hetzelfde Wetboek;

34° artikel 2*bis* van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen;

35° de wet van 28 mei 1956 betreffende ontplofbare en voor de deflagratie vatbare stoffen en mengsels en de daarmee geladen tuigen;

36° artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 april 1974 betreffende sommige verrichtingen in verband met stoffen met hormonale, anti-hormonale, anabole, anti-infectieuze, anti-parasitaire, en anti-inflammatoire werking, welk artikel betrekking heeft op strafbare feiten waarop overeenkomstig de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica straffen worden gesteld.”;

37° de artikelen 77*bis* tot 77*quinquies* van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

38° artikel 10, § 1, 2°, van de wet van 15 juli 1985 betreffende het gebruik bij dieren van stoffen met hormonale, anti-hormonale, beta-adrenergische of productie-stimulerende werking;

39° artikel 10 van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en daaraan verbonden technologie;

40° artikel 145, § 3 en § 3*bis*, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie;

41° de artikelen 8 tot 11, 14, 16, 19, 1°, 2°, 3°, 5° en 6°, 20, 22, 27 en 33 van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens, ook “wapenwet” genoemd;

42° de artikelen 21 tot 26 van het Samenwerkingsakkoord van 2 maart 2007 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitvoering van de overeenkomst tot verbod van de ontwikkeling, de productie, de aanleg van voorraden en het gebruik van chemische wapens en inzake de vernietiging van deze wapens, gedaan te Parijs op 13 januari 1993;

43° artikel 47 van het decreet van het Vlaams Parlement van 15 juni 2012 betreffende de in-, uit-, doorvoer en overbrenging van defensiegerelateerde producten, ander voor militair gebruik dienstig materiaal, ordehandhavingsmateriaal, civiele vuurwapens, onderdelen en munitie;

44° artikel 20 van het decreet van het Waals Gewest van 21 juni 2012 betreffende de invoer, uitvoer, doorvoer en overdracht van civiele wapens en van defensiegerelateerde producten;

45° artikel 42 van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk gewest van 20 juni 2013 betreffende de in-, uit-, doorvoer en overbrenging van defensiegerelateerde producten, ander voor militair gebruik dienstig materiaal, ordehandhavingsmateriaal, civiele vuurwapens, onderdelen, toebehoren en munitie ervan;

c) in de paragrafen 3 en 4 wordt het woord “bewakingsmaatregel” telkens vervangen door het woord “maatregel”;

d) paragraaf 5 wordt vervangen als volgt:

“§ 5. In geval van ontdekking op heterdaad en zolang de heterdaad-situatie duurt, kan de procureur des Konings de maatregel bedoeld in paragraaf 1 bevelen voor de strafbare feiten bedoeld in de artikelen 137, 347*bis*, 434 of 470 van het Strafwetboek. In geval van ontdekking op heterdaad kan de procureur des Konings bovendien de maatregel

infractions visées à l'article 137 du Code pénal, à l'exception de l'infraction visée à l'article 137, § 3, 6°, du même Code, dans les septante-deux heures qui suivent la découverte de cette infraction.

L'autorisation peut être donnée verbalement et doit être confirmée par écrit dans les plus brefs délais.”;

e) au paragraphe 6, alinéa 1^{er}, les mots “temporairement écouter, prendre connaissance et enregistrer, pendant leur transmission, des télécommunications privées” sont remplacés par les mots “intercepter, prendre connaissance et enregistrer des communications non accessibles au public ou des données d'un système informatique”.

Art. 18. L'article 90^{quater} du même Code, inséré par la loi du 30 juin 1994 et modifié en dernier lieu par la loi du 5 février 2016, est remplacé par ce qui suit:

“Art. 90^{quater}. § 1^{er}. Toute mesure sur la base de l'article 90^{ter} fait l'objet d'une autorisation écrite préalable et motivée du juge d'instruction, que celui-ci communique au procureur du Roi.

L'autorisation est datée et indique:

1° les indices ainsi que les faits concrets et propres à la cause qui justifient la mesure conformément à l'article 90^{ter};

2° les motifs pour lesquels la mesure est indispensable à la manifestation de la vérité;

3° la personne, le moyen de communication, le système informatique ou le lieu soumis à la mesure;

4° la période pendant laquelle la mesure peut être exécutée et qui ne peut excéder un mois. Ce délai commence à courir le jour de l'autorisation ordonnant ou, dans le cas de l'article 90^{quinquies}, alinéa 1^{er}, prolongeant la mesure et s'achève la veille du quantième du mois suivant;

5° les nom et qualité de l'officier ou des officiers de police judiciaire commis pour l'exécution de la mesure.

En cas d'urgence, l'autorisation peut être donnée verbalement. Elle est confirmée dans la forme prévue à l'alinéa 2 au plus tard dans les vingt-quatre heures.

§ 2. Afin de permettre la mesure visée à l'article 90^{ter}, § 1^{er}, le juge d'instruction peut requérir, directement ou par l'intermédiaire du service de police désigné par le Roi, le concours:

— de l'opérateur d'un réseau de communications électroniques;

— de toute personne qui met à disposition ou offre, sur le territoire belge, d'une quelconque manière, un service qui consiste à transmettre des signaux via des réseaux de communications électroniques ou à autoriser des utilisateurs à obtenir, recevoir ou diffuser des informations via un réseau de communications électroniques. Est également compris le fournisseur d'un service de communications électroniques.

Toute personne qui, du chef de sa fonction, a connaissance de la mesure ou y prête son concours, est tenue de garder le secret. Toute violation du secret est punie conformément à l'article 458 du Code pénal.

Toute personne qui refuse de prêter son concours technique aux réquisitions visées à l'alinéa 1^{er}, concours dont les modalités sont fixées par le Roi, sur la proposition du ministre de la Justice et du ministre compétent pour les Télécommunications, ou ne le prête pas en temps réel ou, le cas échéant, au moment précisé dans la réquisition, est punie d'une amende de vingt-six euros à vingt mille euros.

§ 3. Le juge d'instruction ne peut commettre pour l'exécution de la mesure visée à l'article 90^{ter}, § 1^{er}, que des officiers de police judiciaire. Ceux-ci peuvent néanmoins se faire assister par des agents de police judiciaire et, selon les conditions fixées par le Roi, par des agents du cadre administratif et logistique de la police intégrée. Ces dernières personnes ne peuvent être chargées de l'analyse du contenu des communications ou données enregistrées, sauf s'il s'agit d'une expertise spécifique, ou de la sélection des parties estimées pertinentes pour l'instruction, comme prévu à l'article 90^{sexies}, § 1^{er}, 2°.

Les officiers de police judiciaire conservent les noms des personnes qui peuvent les assister dans une liste établie séparément pour chaque dossier selon les modalités fixées par le Roi, après avis de la Commission pour la protection de la vie privée. Si ces personnes sont chargées de l'exécution de l'ordonnance visée à l'article 90^{ter}, § 1^{er}, alinéa 3, leur nom n'est pas mentionné dans le dossier judiciaire.

bedoeld in paragraaf 1 bevelen voor het in artikel 137 van het Strafwetboek bedoelde strafbare feit, met uitzondering van het in artikel 137, § 3, 6°, van hetzelfde Wetboek bedoelde strafbare feit, binnen de tweeënzeventig uur na de ontdekking van dit strafbare feit.

De machtiging kan mondeling worden verleend en dient zo spoedig mogelijk schriftelijk te worden bevestigd.”;

e) in paragraaf 6, eerste lid, worden de woorden “tijdelijk privételecommunicatie af luisteren, er kennis van nemen en opnemen tijdens de overbrenging ervan” vervangen door de woorden “tijdelijk niet voor publiek toegankelijke communicatie of gegevens van een informaticasysteem onderscheppen, er kennis van nemen en opnemen”.

Art. 18. Artikel 90^{quater} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 30 juni 1994 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 5 februari 2016, wordt vervangen als volgt:

“Art. 90^{quater}. § 1. Voor iedere maatregel op grond van artikel 90^{ter} wordt vooraf een met redenen omklede schriftelijke machtiging gegeven door de onderzoeksrechter die deze meedeelt aan de procureur des Konings.

De machtiging wordt gedagtekend en vermeldt:

1° de aanwijzingen en de concrete feiten, eigen aan de zaak, die de maatregel wettigen overeenkomstig artikel 90^{ter};

2° de redenen waarom de maatregel onontbeerlijk is om de waarheid aan de dag te brengen;

3° de persoon, het communicatiemiddel, het informaticasysteem of de plaats die het voorwerp is van de maatregel;

4° de periode tijdens welke de maatregel kan worden uitgeoefend, die niet langer mag zijn dan één maand. Deze termijn vangt aan de dag van de machtiging waarbij de maatregel wordt bevolen, of, in geval van artikel 90^{quinquies}, eerste lid, verlengd, en loopt tot en met de dag voor de zoveelste van de daarop volgende maand;

5° de naam en de hoedanigheid van de officier of officieren van gerechtelijke politie aangewezen voor de uitvoering van de maatregel.

In spoedeisende gevallen kan de machtiging mondeling worden verleend. Deze machtiging wordt uiterlijk binnen vierentwintig uren bevestigd in de vorm bepaald in het tweede lid.

§ 2. De onderzoeksrechter kan, om de maatregel bedoeld in artikel 90^{ter}, § 1, mogelijk te maken, rechtstreeks of via de tussenkomst van een politiedienst aangewezen door de Koning, de medewerking vorderen van:

— de operator van een elektronisch communicatie-netwerk;

— iedereen die binnen het Belgisch grondgebied, op welke wijze ook, een dienst beschikbaar stelt of aanbiedt, die bestaat in het overbrengen van signalen via elektronische communicatienetwerken, of er in bestaat gebruikers toe te laten via een elektronisch communicatienetwerk informatie te verkrijgen of te ontvangen of te verspreiden. Hieronder wordt ook de verstrekker van een elektronische communicatiedienst begrepen.

Iedere persoon die uit hoofde van zijn bediening kennis krijgt van de maatregel of daaraan zijn medewerking verleent, is tot geheimhouding verplicht. Iedere schending van het geheim wordt gestraft overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.

Iedere persoon die zijn technische medewerking aan de vorderingen bedoeld in het eerste lid weigert of niet verleent in werkelijke tijd of, in voorkomend geval, op het tijdstip bepaald in de vordering, medewerking waarvan de modaliteiten vastgesteld worden door de Koning, op voorstel van de minister van Justitie en de minister bevoegd voor Telecommunicatie, wordt gestraft met geldboete van zesentwintig euro tot twintigduizend euro.

§ 3. De onderzoeksrechter mag voor de tenuitvoerlegging van de maatregel bedoeld in artikel 90^{ter}, § 1, alleen officieren van gerechtelijke politie aanwijzen. Deze kunnen zich echter laten bijstaan door agenten van gerechtelijke politie en, onder de voorwaarden door de Koning bepaald, door personeelsleden van het administratief en logistiek kader van de geïntegreerde politie. De laatstgenoemde personen mogen niet belast worden met de analyse van de inhoud van de opgenomen communicatie of gegevens, tenzij het een specifieke expertise betreft, of met de selectie van voor het onderzoek van belang geachte delen, zoals bedoeld in artikel 90^{sexies}, § 1, 2°.

De officieren van gerechtelijke politie houden de namen bij van de personen door wie zij zich laten bijstaan, in een lijst die voor elk dossier afzonderlijk wordt opgesteld volgens de nadere regels door de Koning bepaald, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Indien deze personen belast zijn met de uitvoering van het bevel bedoeld in artikel 90^{ter}, § 1, derde lid, worden hun namen niet vermeld in het gerechtelijk dossier.

Les officiers de police judiciaire commis font rapport par écrit au moins tous les cinq jours au juge d'instruction sur l'exécution de l'autorisation.

§ 4. Le juge d'instruction peut exiger, directement ou par l'intermédiaire du service de police désigné par le Roi, de personnes dont il présume qu'elles ont une connaissance particulière du moyen de communication ou du système informatique qui fait l'objet de la mesure ou de services ou applications qui permettent de protéger, de coder ou de crypter les données qui sont stockées, traitées ou transmises par un moyen de communication ou un système informatique, qu'elles fournissent des informations sur le fonctionnement de ce moyen ou système et sur la manière d'accéder à son contenu qui est ou a été transmis, dans une forme compréhensible.

Il peut ordonner aux personnes de rendre accessible ce contenu, dans la forme qu'il souhaite.

Toute personne qui refuse de prêter son concours technique aux réquisitions visées aux alinéas 1^{er} et 2 est punie d'un emprisonnement de six mois à un an et d'une amende de vingt-six euros à vingt mille euros ou d'une de ces peines seulement.

Toute personne qui, du chef de sa fonction, a connaissance de la mesure ou est requise d'y prêter son concours technique, est tenue au secret. Toute violation du secret est punie conformément à l'article 458 du Code pénal.

§ 5. Le cas échéant, l'article 39bis, § 3, alinéa 4, est applicable aux données recueillies par une recherche dans un système informatique en application de l'article 90ter, § 1^{er}.

Art. 19. A l'article 90quinquies du même Code, inséré par la loi du 30 juin 1994, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

“Le juge d'instruction peut prolonger une ou plusieurs fois les effets de son autorisation visée à l'article 90quater, § 1^{er}, pour un nouveau terme qui ne peut dépasser un mois, avec un maximum de six mois, sans préjudice de sa décision de mettre fin à la mesure dès que les circonstances qui l'ont justifiée ont disparu. Ce délai de six mois commence à courir le jour de la première autorisation ordonnant la mesure et s'achève la veille du quatrième du sixième mois suivant. Si la mesure, en raison de sa préparation technique, a effectivement débuté un jour postérieur à celui de la première autorisation, ce délai de six mois commence à courir au moment de ce début effectif et au plus tard deux mois après le jour de la première autorisation.”;

2° dans les alinéas 2 et 3, le mot “ordonnance” est chaque fois remplacé par le mot “autorisation”.

Art. 20. L'article 90sexies du même Code, inséré par la loi du 30 juin 1994 et modifié par les lois du 10 juin 1998 et 5 février 2016, est remplacé par ce qui suit:

“Art. 90sexies. § 1^{er}. Les officiers de police judiciaire commis mettent à la disposition du juge d'instruction:

1° le fichier contenant les communications non accessibles au public ou les données d'un système informatique enregistrées et obtenues à la suite des mesures prises en application des articles 90ter, 90quater et 90quinquies;

2° la transcription ou reproduction des parties des communications ou données enregistrées estimées pertinentes pour l'instruction par les officiers de police judiciaire commis, et leur traduction éventuelle;

3° le cas échéant, l'endroit où se trouvent les données visées au 2° dans le système informatique;

4° une description générale du contenu et des données d'identification des moyens de communication ou systèmes informatiques utilisés en ce qui concerne les communications ou données estimées non pertinentes.

§ 2. Sans préjudice de la sélection par les officiers de police judiciaire visés au paragraphe 1^{er}, le juge d'instruction apprécie parmi toutes les communications non accessibles au public ou données d'un système informatique qui ont été enregistrées les parties qui sont pertinentes pour l'instruction. Dans la mesure où ces parties de communications ou données n'ont pas été transcrites, reproduites ou traduites conformément au paragraphe 1^{er}, elles seront transcrites, reproduites et éventuellement traduites. Le juge d'instruction en fait dresser procès-verbal.

§ 3. Les communications non accessibles au public ou données d'un système informatique qui sont couvertes par le secret professionnel ne sont pas consignées dans le procès-verbal. Ces communications ou

De aangewezen officieren van gerechtelijke politie brengen ten minste om de vijf dagen schriftelijk verslag uit aan de onderzoeksrechter over de tenuitvoerlegging van de machtiging.

§ 4. De onderzoeksrechter kan personen van wie hij vermoedt dat ze een bijzondere kennis hebben van het communicatiemiddel of het informaticasysteem waarop de maatregel betrekking heeft of van diensten of toepassingen om gegevens, die worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen via een communicatiemiddel of een informaticasysteem, te beveiligen, te coderen of te versleutelen, rechtstreeks of via de tussenkomst van een politiedienst aangewezen door de Koning, vorderen inlichtingen te verlenen over de werking ervan en over de wijze om in een verstaanbare vorm toegang te verkrijgen tot de inhoud ervan die wordt of is overgebracht.

Hij kan personen vorderen om deze inhoud toegankelijk te maken in de door hem gewenste vorm.

Iedere persoon die zijn technische medewerking weigert aan de vorderingen bedoeld in het eerste en tweede lid, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot een jaar en met geldboete van zeventig euro tot twintigduizend euro of met een van die straffen alleen.

Iedere persoon die uit hoofde van zijn bediening kennis krijgt van de maatregel of gevorderd wordt zijn technische medewerking te verlenen, is tot geheimhouding verplicht. Iedere schending van het geheim wordt gestraft overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.

§ 5. In voorkomend geval is artikel 39bis, § 3, vierde lid toepasbaar op de gegevens, aangetroffen door een zoeking in een informaticasysteem met toepassing van artikel 90ter, § 1^{er}.

Art. 19. In artikel 90quinquies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 30 juni 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

“De onderzoeksrechter kan de uitwerking van de machtiging bedoeld in artikel 90quater, § 1, één of meer malen verlengen met een termijn die niet langer mag zijn dan één maand, met een maximum van zes maanden, onverminderd zijn beslissing om aan de maatregel een einde te maken zodra de omstandigheden die deze gewettigd hebben, verdwenen zijn. Deze termijn van zes maanden vangt aan de dag van de eerste machtiging waarbij de maatregel wordt bevolen, en loopt tot en met de dag voor de zoveelste van de zesde daarop volgende maand. Indien de maatregel, wegens de technische voorbereiding ervan, daadwerkelijk werd aangevat op een latere dag dan deze van de eerste machtiging, vangt de termijn van zes maanden aan de dag van deze daadwerkelijke aanvatting en ten laatste twee maanden na de dag van de eerste machtiging.”;

2° in het tweede en het derde lid wordt het woord “beschikking” telkens vervangen door het woord “machtiging”.

Art. 20. Artikel 90sexies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 30 juni 1994 en gewijzigd bij de wetten van 10 juni 1998 en 5 februari 2016, wordt vervangen als volgt:

“Art. 90sexies. § 1. De aangewezen officieren van gerechtelijke politie stellen aan de onderzoeksrechter ter beschikking:

1° het bestand bevattende de opgenomen niet voor publiek toegankelijke communicaties of gegevens van een informaticasysteem bekomen als gevolg van de maatregelen genomen met toepassing van de artikelen 90ter, 90quater en 90quinquies;

2° de overschrijving of weergave van de door de aangewezen officieren van gerechtelijke politie voor het onderzoek van belang geachte gedeelten van de opgenomen communicaties of gegevens, en de eventuele vertaling ervan;

3° in voorkomend geval, de plaats van de gegevens bedoeld in de bepaling onder 2° in het informaticasysteem;

4° een algemene beschrijving van de inhoud en van de identificatiegegevens van de gebruikte communicatiemiddelen of informaticasystemen wat betreft de niet van belang geachte communicaties of gegevens.

§ 2. Onverminderd de selectie door de officieren van gerechtelijke politie bedoeld in paragraaf 1, beoordeelt de onderzoeksrechter welke gedeelten van alle opgenomen niet voor publiek toegankelijke communicatie of gegevens van een informaticasysteem van belang zijn voor het onderzoek. In zoverre deze gedeelten van de communicatie of gegevens niet overgeschreven, weergegeven of vertaald zijn overeenkomstig paragraaf 1, moeten zij bijkomend overgeschreven, weergegeven en eventueel vertaald worden. De onderzoeksrechter laat daarvan proces-verbaal opmaken.

§ 3. De niet voor publiek toegankelijke communicatie of gegevens van een informaticasysteem die onder het beroepsgeheim vallen, worden niet opgetekend in het proces-verbaal. Deze communicatie of

données sont déposées au greffe dans un fichier sous pli scellé. S'il s'agit de personnes visées à l'article 90octies, on procède ainsi qu'il est prévu à cet article.

§ 4. Les autorisations du juge d'instruction, les rapports des officiers de police judiciaire visés à l'article 90quater, § 3, et les procès-verbaux relatifs à l'exécution de la mesure, sont joints au dossier au plus tard après qu'il est mis fin à la mesure."

Art. 21. L'article 90septies du même Code, inséré par la loi du 30 juin 1994, remplacé par la loi du 10 juin 1998 et modifié par les lois des 28 novembre 2000 et 5 février 2016, est remplacé par ce qui suit:

"Art. 90septies. § 1^{er}. Les moyens appropriés sont utilisés pour garantir l'intégrité et la confidentialité des communications non accessibles au public ou données d'un système informatique qui ont été enregistrées.

§ 2. Chaque fichier contient le sujet des communications non accessibles au public ou données d'un système informatique qui ont été enregistrées ainsi que les jours et heures auxquels la mesure a été exécutée.

§ 3. Toute note prise dans le cadre de l'exécution des mesures visées aux articles 90ter, 90quater et 90quinquies par les personnes commises à cette fin qui n'est pas consignée dans un procès-verbal, est détruite, à l'exception de ce qui est mentionné à l'article 90sexies, § 1^{er}, 2^o, 3^o et 4^o, et sans préjudice de l'article 33 de la loi du 25 décembre 2016 portant des modifications diverses au Code d'instruction criminelle et au Code pénal, en vue d'améliorer les méthodes particulières de recherche et certains mesures d'enquête concernant Internet, les communications électroniques et les télécommunications et créant une banque de données des empreintes vocales. Les officiers de police judiciaire commis pour l'exécution de la mesure procèdent à cette destruction et en font mention dans un procès-verbal.

Pour des raisons de gestion et en vue du respect de l'obligation de l'article 90decies, les données administratives strictement nécessaires peuvent néanmoins être conservées au sein du service désigné par le Roi.

§ 4. Les fichiers visés à l'article 90sexies, § 1^{er}, 1^o, sont conservés au greffe sous pli scellé. Ils peuvent en outre être conservés au sein du service désigné par le Roi aux conditions et modalités fixées par Lui après avis de la Commission de la protection de la vie privée.

Les pièces visées à l'article 90sexies, § 1^{er}, 2^o, 3^o et 4^o, et les copies des procès-verbaux sont conservées au greffe sous pli scellé.

§ 5. Le greffier mentionne dans un registre spécial tenu journalièrement:

1^o le jour du dépôt des fichiers et pièces visés à l'article 90sexies, § 1^{er}, ainsi que de chaque copie de procès-verbal;

2^o le nom du juge d'instruction qui a ordonné ou confirmé la mesure et l'objet de celle-ci;

3^o le jour où les scellés sont ouverts et éventuellement réapposés;

4^o la date de prise de connaissance des fichiers et pièces visés à l'article 90sexies, § 1^{er}, des copies des procès-verbaux, ainsi que le nom des personnes qui en ont pris connaissance;

5^o tous les autres événements qui s'y rapportent.

§ 6. L'inculpé, le prévenu, la partie civile ou leurs conseils reçoivent, sur simple demande, copie de la totalité des communications non accessibles au public ou données d'un système informatique, dont certaines parties estimées pertinentes ont été transcrites ou reproduites et consignées dans un procès-verbal qu'ils ont le droit de consulter.

L'inculpé, le prévenu, la partie civile ou leurs conseils peuvent demander au juge de consulter au greffe les autres fichiers ou pièces déposés conformément au § 4 au greffe, ainsi que de transcrire ou reproduire des parties supplémentaires des communications ou données enregistrées. La demande, adressée au juge d'instruction, est traitée conformément à l'article 61quinquies.

Le juge peut en outre rejeter cette demande s'il estime que la consultation, la transcription ou la reproduction des parties supplémentaires n'est pas nécessaire à la manifestation de la vérité, s'il le juge à ce moment préjudiciable à l'enquête ou pour des raisons liées à la

gegevens worden in een bestand onder verzegelde omslag neergelegd ter griffie. Gaat het om personen bedoeld in artikel 90octies, dan wordt ter zake gehandeld zoals bepaald in dat artikel.

§ 4. De machtigingen van de onderzoeksrechter, de verslagen van de officieren van gerechtelijke politie bedoeld in artikel 90quater, § 3, en de processen-verbaal die betrekking hebben op de tenuitvoerlegging van de maatregel, worden uiterlijk na het beëindigen van de maatregel bij het dossier gevoegd."

Art. 21. Artikel 90septies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 30 juni 1994, vervangen bij de wet van 10 juni 1998 en gewijzigd bij de wetten van 28 november 2000 en 5 februari 2016, wordt vervangen als volgt:

"Art. 90septies. § 1. De passende middelen worden aangewend om de integriteit en de vertrouwelijkheid van de opgenomen niet voor publiek toegankelijke communicatie of gegevens van een informaticasysteem te waarborgen.

§ 2. Ieder bestand bevat het onderwerp van de opgenomen niet voor publiek toegankelijke communicatie of gegevens van een informaticasysteem en de dagen en uren waarop de maatregel is uitgevoerd.

§ 3. Iedere aantekening in het kader van de tenuitvoerlegging van de maatregelen bedoeld in de artikelen 90ter, 90quater en 90quinquies door de daartoe aangewezen personen, die niet is opgetekend in een proces-verbaal, wordt vernietigd, met uitzondering van het vermeldde in artikel 90sexies, § 1, 2^o, 3^o en 4^o en onverminderd artikel 33 van de wet van 25 december 2016 houdende diverse wijzigingen van het Wetboek van strafvordering en het Strafwetboek, met het oog op de verbetering van de bijzondere opsporingsmethoden en bepaalde onderzoeksmethoden met betrekking tot internet en elektronische en telecommunicaties en tot oprichting van een gegevensbank stemafdrukken. De voor de uitvoering van de maatregel aangewezen officieren van gerechtelijke politie gaan over tot deze vernietiging en vermelden dit in een proces-verbaal.

Om beheersredenen en om aan de verplichting van artikel 90decies te kunnen voldoen, kunnen de strikt noodzakelijke administratieve gegevens evenwel bewaard blijven bij de dienst aangewezen door de Koning.

§ 4. De bestanden bedoeld in artikel 90sexies, § 1, 1^o, worden onder verzegelde omslag ter griffie bewaard. Ze kunnen bovendien ook worden bewaard bij de dienst aangewezen door de Koning onder de voorwaarden en nadere regels door Hem bepaald na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

De stukken bedoeld in artikel 90sexies, § 1, 2^o, 3^o en 4^o, en de afschriften van de processen-verbaal worden onder verzegelde omslag ter griffie bewaard.

§ 5. De griffier vermeldt in een per dag bijgehouden, bijzonder register:

1^o de dag van de neerlegging van de in artikel 90sexies, § 1, bedoelde bestanden en stukken, alsmede van ieder afschrift van proces-verbaal;

2^o de naam van de onderzoeksrechter die de maatregel heeft bevolen of bevestigd en het voorwerp ervan;

3^o de dag waarop de zegels zijn verbroken en in voorkomend geval opnieuw zijn gelegd;

4^o de datum van de kennisname van de in artikel 90sexies, § 1, bedoelde bestanden en stukken, van de afschriften van processen-verbaal, alsook de namen van de personen die er kennis van genomen hebben;

5^o iedere andere gebeurtenis die erop betrekking heeft.

§ 6. De inverdenkinggestelde, de beklagde, de burgerlijke partij of hun raadslieden ontvangen op eenvoudig verzoek een kopie van het geheel van de opgenomen niet voor het publiek toegankelijke communicaties of gegevens van een informaticasysteem, waarvan bepaalde van belang geachte gedeelten overgeschreven of weergegeven werden en opgenomen werden in een proces-verbaal waarvan ze inzage hebben.

De inverdenkinggestelde, de beklagde, de burgerlijke partij of hun raadslieden kunnen de rechter verzoeken om de overeenkomstig § 4 ter griffie neergelegde andere bestanden of stukken ter griffie te raadplegen, en bijkomende delen van de opgenomen communicatie of gegevens over te schrijven of weer te geven. Het verzoek dat gericht is tot de onderzoeksrechter, wordt behandeld overeenkomstig artikel 61quinquies.

De rechter kan het verzoek afwijzen indien hij de raadpleging of de overschrijving of weergave van bijkomende delen niet noodzakelijk acht om de waarheid aan de dag te brengen, indien hij dit op dat ogenblik nadelig acht voor het onderzoek, of om redenen die verband

protection d'autres droits ou intérêts de personnes. Il peut également limiter la consultation ou la transcription ou reproduction de parties supplémentaires à une sélection de fichiers ou pièces qu'il détermine."

Art. 22. L'article 90*octies* du même Code, inséré par la loi du 30 juin 1994, est remplacé par ce qui suit:

"Art. 90*octies*. § 1^{er}. La mesure ne pourra porter sur les locaux utilisés à des fins professionnelles, la résidence, les moyens de communication ou les systèmes informatiques d'un avocat ou d'un médecin que si celui-ci est lui-même soupçonné d'avoir commis une des infractions visées à l'article 90*ter* ou d'y avoir participé, ou si des faits précis laissent présumer que des tiers soupçonnés d'avoir commis une des infractions visées à l'article 90*ter*, utilisent ses locaux, sa résidence, ses moyens de communication ou ses systèmes informatiques.

§ 2. La mesure ne peut être exécutée sans que le bâtonnier ou le représentant de l'ordre provincial des médecins, selon le cas, en soit averti.

Ces personnes sont tenues au secret. Toute violation du secret est punie conformément à l'article 458 du Code pénal.

§ 3. Le juge d'instruction évalue, après concertation avec le bâtonnier ou le représentant de l'ordre provincial des médecins, quelles parties des communications non accessibles au public ou données d'un système informatique visées à l'article 90*sexies*, § 3, qu'il estime pertinentes pour l'instruction, relèvent du secret professionnel et quelles sont celles qui n'en relèvent pas.

Seules les parties des communications ou données visées à l'alinéa 1^{er} qui sont estimées ne pas relever du secret professionnel sont transcrites ou reproduites et, le cas échéant, traduites. Le juge d'instruction en fait dresser procès-verbal. Les fichiers contenant ces communications ou données sont déposés au greffe sous pli scellé.

Toutes les autres communications ou données sont déposées au greffe dans un autre fichier sous pli scellé séparé."

Art. 23. L'article 90*novies* du même Code, inséré par la loi du 30 juin 1994 et remplacé par la loi du 19 décembre 2002, est complété par les mots ", sauf si son identité ou son adresse ne peuvent raisonnablement pas être retrouvées retrouvée."

Art. 24. A l'article 90*decies* du même Code, inséré par la loi du 30 juin 1994 et modifié en dernier lieu par la loi du 29 mai 2016, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit:

"Il fait en même temps rapport sur l'application des articles 40*bis*, 46*ter*, 46*quater*, 46*quinquies*, 47*ter* à 47*decies*, 56*bis*, 86*bis*, 86*ter*, 88*sexies* et 89*ter*."

Art. 25. A l'article 235*ter* du même Code, inséré par la loi du 27 décembre 2005 et modifié par les lois des 16 janvier 2009, 29 janvier 2016 et 5 février 2016, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots "et l'application de la mesure visée à l'article 46*sexies* si un dossier confidentiel a été ouvert dans ce cadre";

2° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est complété par les mots "et de la mesure visée à l'article 46*sexies*";

3° dans le paragraphe 1, l'alinéa 3, les mots "et de la mesure visée à l'article 46*sexies*" sont insérés entre les mots "d'observation et d'infiltration" et les mots "qui ont été appliquées";

4° dans le paragraphe 2, les alinéas 4 et 5 sont remplacés par ce qui suit:

"Pour les méthodes particulières de recherche d'observation et d'infiltration et la mesure visée à l'article 46*sexies*, elle peut entendre, séparément et en l'absence des parties, le juge d'instruction et l'officier de police judiciaire visé aux articles 47*sexies*, § 3, 6°, et 47*octies*, § 3, 6°, et l'officier de police judiciaire chargé de diriger la mise en œuvre de la mesure visée à l'article 46*sexies*.

La chambre des mises en accusation peut charger le juge d'instruction d'entendre les fonctionnaires de police chargés d'exécuter l'observation et l'infiltration, le civil visé à l'article 47*octies*, § 1^{er}, alinéa 2, en application des articles 86*bis* et 86*ter*, les fonctionnaires de police chargés de la mise en œuvre de la mesure visée à l'article 46*sexies* et le

houden met de bescherming van andere rechten of belangen van personen. Hij kan de raadpleging of de overschrijving of weergave van bijkomende delen ook beperken tot een door hem nader omschreven selectie van bestanden of stukken."

Art. 22. Artikel 90*octies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 30 juni 1994, wordt vervangen als volgt:

"Art. 90*octies*. § 1. De maatregel kan alleen betrekking hebben op de lokalen aangewend voor beroepsdoelinden, de woonplaats, de communicatiemiddelen of de informaticasystemen van een advocaat of een arts, indien deze er zelf van verdacht worden een van de strafbare feiten bedoeld in artikel 90*ter* te hebben gepleegd of eraan deelgenomen te hebben, of, indien precieze feiten doen vermoeden dat derden die ervan verdacht worden een van de strafbare feiten bedoeld in artikel 90*ter* te hebben gepleegd, gebruik maken van diens lokalen, woonplaats, communicatiemiddelen of informaticasystemen.

§ 2. De maatregel mag niet ten uitvoer worden gelegd zonder dat, naar gelang van het geval, de stafhouder of de vertegenwoordiger van de provinciale orde van geneesheren ervan op de hoogte werd gebracht.

Deze personen zijn tot geheimhouding verplicht. Iedere schending van het geheim wordt gestraft overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.

§ 3. De onderzoeksrechter beoordeelt, na overleg met de stafhouder of de vertegenwoordiger van de provinciale orde van geneesheren, welke gedeelten van de in artikel 90*sexies*, § 3, bedoelde niet voor publiek toegankelijke communicatie of gegevens van een informaticasysteem, die hij van belang acht voor het onderzoek, onder het beroepsgeheim vallen en welke niet.

Enkel de gedeelten van de communicatie of gegevens bedoeld in het eerste lid die worden geacht niet onder het beroepsgeheim te vallen, worden overgeschreven of weergegeven en worden desgevallend vertaald. De onderzoeksrechter laat hiervan proces-verbaal opmaken. De bestanden bevattende deze communicatie of gegevens worden onder verzegelde omslag neergelegd ter griffie.

Alle overige communicatie of gegevens worden in een ander bestand onder afzonderlijke verzegelde omslag neergelegd ter griffie."

Art. 23. Artikel 90*novies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 30 juni 1994 en vervangen bij de wet van 19 december 2002, wordt aangevuld met de woorden ", tenzij diens identiteit of woonplaats redelijkerwijze niet achterhaald kunnen worden."

Art. 24. In artikel 90*decies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 30 juni 1994 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 29 mei 2016, wordt het derde lid vervangen als volgt:

"Hij brengt tegelijkertijd verslag uit over de toepassing van de artikelen 40*bis*, 46*ter*, 46*quater*, 46*quinquies*, 47*ter* tot 47*decies*, 56*bis*, 86*bis*, 86*ter*, 88*sexies*, en 89*ter*."

Art. 25. In artikel 235*ter* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 27 december 2005 en gewijzigd bij de wetten van 16 januari 2009, 29 januari 2016 en 5 februari 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt het eerste lid aangevuld met de woorden ", en over de toepassing van de maatregel bedoeld in artikel 46*sexies* indien daarbij een vertrouwelijk dossier werd aangelegd";

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "en van de maatregel bedoeld in artikel 46*sexies*" ingevoegd tussen de woorden "observatie en infiltratie" en de woorden "bij het afsluiten van het opsporingsonderzoek";

3° in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden "en van de maatregel bedoeld in artikel 46*sexies*" ingevoegd tussen de woorden "observatie en infiltratie" en de woorden "die werden toegepast";

4° in paragraaf 2 worden het vierde en het vijfde lid vervangen als volgt:

"Zij kan, met betrekking tot de toegepaste bijzondere opsporingsmethoden observatie en infiltratie en de maatregel bedoeld in artikel 46*sexies*, de onderzoeksrechter, de in de artikelen 47*sexies*, § 3, 6°, en 47*octies*, § 3, 6°, bedoelde officier van gerechtelijke politie, en de officier van gerechtelijke politie belast met de leiding over de uitvoering van de maatregel bedoeld in artikel 46*sexies*, afzonderlijk en buiten de aanwezigheid van de partijen horen.

De kamer van inbeschuldigingstelling kan de onderzoeksrechter gelasten de politieambtenaren die belast zijn met de uitvoering van de observatie en infiltratie, en de in artikel 47*octies*, § 1, tweede lid, bedoelde burger, de politieambtenaren belast met de uitvoering van de maatregel bedoeld in artikel 46*sexies*, en de in artikel 46*sexies*, § 1,

civil visé à l'article 46*sexies*, § 1^{er}, alinéa 2. Elle peut décider d'être présente à l'audition menée par le juge d'instruction ou de déléguer un de ses membres à cet effet.”;

5° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er} les mots “aux articles 47*septies*, § 1^{er}, alinéa 2, ou 47*novies*, § 1^{er}, alinéa 2,” sont remplacés par les mots “aux articles 46*sexies*, § 3, alinéa 7, 47*septies*, § 1^{er}, alinéa 2, ou 47*novies*, § 1^{er}, alinéa 2,”;

6° dans le paragraphe 4 les mots “de l'observation ou de l'infiltration et du civil visé à l'article 47*octies*, § 1^{er}, alinéa 2” sont remplacés par les mots “de l'observation, de l'infiltration ou de la mesure visée à l'article 46*sexies*, et du civil visé aux articles 46*sexies*, § 1^{er}, alinéa 3, et 47*octies*, § 1^{er}, alinéa 2”.

Art. 26. A l'article 235*quater* du même Code, inséré par la loi du 27 décembre 2005, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots “et de la mesure visée à l'article 46*sexies* si un dossier confidentiel a été ouvert dans ce cadre,” sont insérés entre les mots “d'observation et d'infiltration” et les mots “qui ont été appliquées”;

2° dans le paragraphe 1, alinéa 2, les mots “pour lesquels des observations et des infiltrations ont été décidées par le ministère public ou par le juge d'instruction” sont remplacés par les mots “pour lesquels des observations et des infiltrations et la mesure visée à l'article 46*sexies*, si un dossier confidentiel a été ouvert dans ce cadre, ont été décidées par le ministère public ou par le juge d'instruction”;

3° dans le paragraphe 2, l'alinéa 2, est remplacé par ce qui suit:

“Pour les méthodes particulières de recherche d'observation ou d'infiltration et la mesure visée à l'article 46*sexies*, elle peut entendre, séparément et en l'absence des parties, le juge d'instruction et l'officier de police judiciaire visé aux articles 47*sexies*, § 3, 6°, et 47*octies*, § 3, 6°, et l'officier de police judiciaire chargé de diriger la mise en œuvre de la mesure visée à l'article 46*sexies*.”;

4° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots “aux articles 47*septies*, § 1^{er}, alinéa 2, ou 47*novies*, § 1^{er}, alinéa 2” sont remplacés par les mots “aux articles 46*sexies*, § 3, alinéa 7, 47*septies*, § 1^{er}, alinéa 2 ou 47*novies*, § 1^{er}, alinéa 2”;

5° dans le paragraphe 4 les mots “de l'observation ou de l'infiltration et du civil visé à l'article 47*octies*, § 1^{er}, alinéa 2” sont remplacés par les mots “de l'observation, de l'infiltration ou de la mesure visée à l'article 46*sexies*, et du civil visé aux articles 46*sexies*, § 1^{er}, alinéa 3, et 47*octies*, § 1^{er}, alinéa 2”.

Art. 27. A l'article 464/13 du même Code, inséré par la loi de 11 février 2014, les modifications suivantes sont apportées:

a) le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

“§ 1^{er}. Le magistrat EPE ou le service de police requis peut, par décision écrite et motivée, requérir les acteurs visés à l'alinéa 2 de lui communiquer les renseignements suivants:

1° l'identification d'un abonné ou d'un utilisateur habituel d'un service visé à l'alinéa 2, deuxième tiret, ou bien du moyen de communication électronique utilisé;

2° l'identification des services visés à l'alinéa 2, deuxième tiret, auxquels une personne déterminée est abonnée ou qui sont habituellement utilisés par une personne déterminée.

Les acteurs suivants sont tenus de collaborer conformément à l'alinéa 1^{er}:

— l'opérateur d'un réseau de communications électroniques;

— toute personne qui met à disposition ou offre, sur le territoire belge, d'une quelconque manière, un service qui consiste à transmettre des signaux via des réseaux de communications électroniques ou à autoriser des utilisateurs à obtenir, recevoir ou diffuser des informations via un réseau de communications électroniques. Est également compris le fournisseur d'un service de communications électroniques.”;

b) le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit:

“§ 2. Les acteurs visés au § 1^{er}, alinéa 2, fournissent tous les renseignements disponibles en temps réel ou, le cas échéant, au moment précisé dans la décision, selon les modalités fixées par l'arrêté royal pris en exécution de l'article 46*bis*, § 2, alinéas 1^{er} et 2.

tweede lid, bedoelde burger te horen met toepassing van de artikelen 86*bis* en 86*ter*. Zij kan beslissen bij het verhoor door de onderzoeksrechter aanwezig te zijn of één van haar leden daartoe af te vaardigen.”;

5° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden “de artikelen 47*septies*, § 1, tweede lid, of 47*novies*, § 1, tweede lid,” vervangen door de woorden “de artikelen 46*sexies*, § 3, zevende lid, 47*septies*, § 1, tweede lid, of 47*novies*, § 1, tweede lid,”;

6° in paragraaf 4 worden de woorden “de observatie of infiltratie en de in artikel 47*octies*, § 1, tweede lid, bedoelde burger” vervangen door de woorden “de observatie, de infiltratie of de maatregel bedoeld in artikel 46*sexies*, en de in de artikelen 46*sexies*, § 1, derde lid, en 47*octies*, § 1, tweede lid, bedoelde burger”.

Art. 26. In artikel 235*quater* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 27 december 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden “en van de maatregel bedoeld in artikel 46*sexies* indien daarbij een vertrouwelijk dossier werd aangelegd,” ingevoegd tussen de woorden “observatie en infiltratie” en de woorden “die werden toegepast”;

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “over de dossiers waarvoor tot observaties en infiltraties werd beslist door het openbaar ministerie of door de onderzoeksrechter” vervangen door de woorden “over de dossiers waarvoor door het openbaar ministerie of door de onderzoeksrechter werd beslist tot observaties en infiltraties en tot de maatregel bedoeld in artikel 46*sexies* indien daarbij een vertrouwelijk dossier werd aangelegd”;

3° paragraaf 2, tweede lid, wordt vervangen als volgt:

“Zij kan, met betrekking tot de toegepaste bijzondere opsporingsmethoden observatie of infiltratie en de maatregel bedoeld in artikel 46*sexies*, de onderzoeksrechter, de in de artikelen 47*sexies*, § 3, 6°, en 47*octies*, § 3, 6°, bedoelde officier van gerechtelijke politie en de officier van gerechtelijke politie belast met de leiding over de uitvoering van de maatregel bedoeld in artikel 46*sexies* afzonderlijk en buiten de aanwezigheid van de partijen horen.”;

4° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden “de artikelen 47*septies*, § 1, tweede lid, of 47*novies*, § 1, tweede lid” vervangen door de woorden “de artikelen 46*sexies*, § 3, zevende lid, 47*septies*, § 1, tweede lid of 47*novies*, § 1, tweede lid”;

5° in paragraaf 4 worden de woorden “de observatie of infiltratie en de in artikel 47*octies*, § 1, tweede lid, bedoelde burger” vervangen door de woorden “de observatie, de infiltratie of de maatregel bedoeld in artikel 46*sexies*, en de in de artikelen 46*sexies*, § 1, derde lid, en 47*octies*, § 1, tweede lid, bedoelde burger”.

Art. 27. In artikel 464/13 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 11 februari 2014 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

“§ 1. De SUO-magistraat of de gevorderde politiedienst kan bij een schriftelijke en met redenen omklede beslissing, van de actoren bedoeld in het tweede lid de mededeling van de volgende inlichtingen vorderen:

1° de identificatie van een abonnee of een gewoonlijke gebruiker van een dienst bedoeld in het tweede lid, tweede streepje, of van het gebruikte elektronische communicatiemiddel;

2° de identificatie van de diensten bedoeld in het tweede lid, tweede streepje, waarop een bepaalde persoon geabonneerd is of die door een bepaalde persoon gewoonlijk worden gebruikt.

De volgende actoren zijn gehouden tot medewerking overeenkomstig het eerste lid:

— de operator van een elektronisch communicatienetwerk;

— iedereen die binnen het Belgisch grondgebied, op welke wijze ook, een dienst beschikbaar stelt of aanbiedt, die bestaat in het overbrengen van signalen via elektronische communicatienetwerken, of er in bestaat gebruikers toe te laten via een elektronisch communicatienetwerk informatie te verkrijgen of te ontvangen of te verspreiden. Hieronder wordt ook de verstrekker van een elektronische communicatiedienst begrepen.”;

b) paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

“§ 2. De actoren bedoeld in § 1, tweede lid, verstrekken alle beschikbare inlichtingen in werkelijke tijd of, in voorkomend geval, op het tijdstip bepaald in de beslissing, volgens de nadere regels die bepaald worden bij het ter uitvoering van artikel 46*bis*, § 2, eerste en tweede lid, genomen koninklijk besluit.

Toute personne qui refuse de communiquer les données ou qui ne les communique pas en temps réel ou, le cas échéant, au moment précisé dans la réquisition est punie d'une amende de vingt-six euros à dix mille euros."

Art. 28. A l'article 464/25 du même Code, inséré par la loi de 11 février 2014 et modifié par la loi du 29 mai 2016, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "un opérateur d'un réseau de communication électronique ou le fournisseur d'un service de communication électronique" sont remplacés par les mots "les acteurs visés à l'alinéa 2";

2° dans le paragraphe 1^{er}, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2:

"Les acteurs suivants sont tenus de collaborer conformément à l'alinéa 1^{er}:

— l'opérateur d'un réseau de communications électroniques;

— toute personne qui met à disposition ou offre, sur le territoire belge, d'une quelconque manière, un service qui consiste à transmettre des signaux via des réseaux de communications électroniques ou à autoriser des utilisateurs à obtenir, recevoir ou diffuser des informations via un réseau de communications électroniques. Est également compris le fournisseur d'un service de communications électroniques."

3° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit:

"§ 2. Les acteurs visés au § 1^{er}, alinéa 2, communiquent les renseignements requis en temps réel ou, le cas échéant, au moment précisé dans la décision, selon les modalités fixées par l'arrêté royal pris en exécution de l'article 88bis, § 4, alinéas 1^{er} et 3.

Toute personne qui refuse de prêter son concours technique aux réquisitions visées dans le présent article ou ne le prête pas en temps réel ou, le cas échéant, au moment précisé dans la décision est punie d'une amende de vingt-six euros à dix mille euros."

TITRE 3. — Modifications du Code pénal

Art. 29. Dans le livre II, titre IV, du Code pénal, l'intitulé du chapitre Vbis, inséré par la loi du 30 juin 1994, est remplacé par ce qui suit:

"Chapitre Vbis – De l'interception, de la prise de connaissance et de l'enregistrement de communications non accessibles au public et de données d'un système informatique".

Art. 30. A l'article 259bis du même Code, inséré par la loi de 30 juin 2004 et modifié par les lois des 30 novembre 1998 et 15 mai 2006, les modifications suivantes sont apportées:

a) dans le paragraphe 1^{er}, le 1° est remplacé par ce qui suit:

"1° soit, intentionnellement, à l'aide d'un appareil quelconque, intercepte ou fait intercepter, prend connaissance ou fait prendre connaissance, enregistre ou fait enregistrer des communications non accessibles au public, auxquelles il ne prend pas part, sans le consentement de tous les participants à ces communications";

b) dans le paragraphe 1^{er}, le 3° est remplacé par ce qui suit:

"3° soit, sciemment, détient, révèle ou divulgue à une autre personne le contenu de communications non accessibles au public ou de données d'un système informatique illégalement interceptées ou enregistrées, ou dont il a pris connaissance illégalement, ou utilise sciemment d'une manière quelconque une information obtenue de cette façon";

c) dans le paragraphe 2, les mots "de communications ou de télécommunications privées" sont remplacés par les mots "de communications non accessibles au public ou de données d'un système informatique".

Art. 31. Dans le livre II, titre V du même Code, l'intitulé du chapitre VIIIbis, inséré par la loi du 30 juin 1994, est remplacé par ce qui suit:

"Chapitre VIIIbis – Infractions relatives au secret des communications non accessibles au public et des données d'un système informatique".

Iedere persoon die de gegevens weigert mee te delen of deze niet meedeelt in werkelijke tijd of, in voorkomend geval, op het tijdstip bepaald in de beslissing, wordt gestraft met geldboete van zesentwintig euro tot tienduizend euro."

Art. 28. In artikel 464/25 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 11 februari 2014 en gewijzigd bij de wet van 29 mei 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "een operator van een elektronisch communicatienetwerk of de verstrekker van een elektronische communicatiedienst" vervangen door de woorden "de actoren bedoeld in het tweede lid";

2° in paragraaf 1 wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende:

"De volgende actoren zijn gehouden tot medewerking overeenkomstig het eerste lid:

— de operator van een elektronisch communicatienetwerk;

— iedereen die binnen het Belgisch grondgebied, op welke wijze ook, een dienst beschikbaar stelt of aanbiedt, die bestaat in het overbrengen van signalen via elektronische communicatienetwerken, of er in staat gebruikers toe te laten via een elektronisch communicatienetwerk informatie te verkrijgen of te ontvangen of te verspreiden. Hieronder wordt ook de verstrekker van een elektronische communicatiedienst begrepen."

3° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

"§ 2. De actoren bedoeld in § 1, tweede lid, delen de gevorderde inlichtingen mee in werkelijke tijd of, in voorkomend geval, op het tijdstip bepaald in de beslissing, volgens de nadere regels die bepaald worden bij het ter uitvoering van artikel 88bis, § 4, eerste en derde lid, genomen koninklijk besluit.

Iedere persoon die zijn technische medewerking aan de in dit artikel bedoelde vorderingen weigert of niet verleent in werkelijke tijd of, in voorkomend geval, op het tijdstip bepaald in de beslissing, wordt gestraft met een geldboete van zesentwintig euro tot tienduizend euro."

TITEL 3. — Wijzigingen van het Strafwetboek

Art. 29. In boek II, titel IV, van het Strafwetboek, wordt het opschrift van hoofdstuk Vbis, ingevoegd bij de wet van 30 juni 1994, vervangen als volgt:

"Hoofdstuk Vbis – Onderscheppen, kennisnemen en opnemen van niet voor het publiek toegankelijke communicatie en gegevens van een informaticasysteem".

Art. 30. In artikel 259bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 30 juni 2004 en gewijzigd bij de wetten van 30 november 1998 en 15 mei 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in paragraaf 1 wordt de bepaling onder 1 vervangen als volgt:

"1° ofwel, opzettelijk, met behulp van enig toestel niet voor publiek toegankelijke communicatie, waaraan hij niet deelneemt, onderscheept of doet onderscheppen, er kennis van neemt of doet van nemen, opneemt of doet opnemen, zonder de toestemming van alle deelnemers aan die communicatie";

b) in paragraaf 1 wordt de bepaling onder 3 vervangen als volgt:

"3° ofwel wetens de inhoud van niet voor publiek toegankelijke communicatie of gegevens van een informaticasysteem die onwettig onderscheept of opgenomen zijn of waarvan onwettig kennis genomen is, onder zich houdt, aan een andere persoon onthult of verspreidt, of wetens enig gebruik maakt van een op die manier verkregen inlichting";

c) in paragraaf 2 worden de woorden "een wettig gemaakte opname van privécommunicatie of -telecommunicatie" vervangen door de woorden "een wettig gemaakte opname van niet voor publiek toegankelijke communicatie of gegevens van een informaticasysteem".

Art. 31. In boek II, titel V van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van hoofdstuk VIIIbis, ingevoegd bij de wet van 30 juni 1994, vervangen als volgt:

"Hoofdstuk VIIIbis – Misdrijven betreffende het geheim van niet voor het publiek toegankelijke communicatie en gegevens van een informaticasysteem".

Art. 32. A l'article 314*bis* du même Code, inséré par la loi du 30 juin 1994 et modifié par la loi du 15 mai 2006, les modifications suivantes sont apportées:

a) dans le paragraphe 1^{er}, le 1^o est remplacé par ce qui suit:

“1^o soit, intentionnellement, à l'aide d'un appareil quelconque, intercepte ou fait intercepter, prend connaissance ou fait prendre connaissance, enregistre ou fait enregistrer des communications non accessibles au public, auxquelles il ne prend pas part, sans le consentement de tous les participants à ces communications;”;

b) le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit:

“§ 2. Sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de cinq cents euros à vingt mille euros ou d'une de ces peines seulement, quiconque détient, révèle ou divulgue sciemment à une autre personne le contenu de communications non accessibles au public ou de données d'un système informatique illégalement interceptées ou enregistrées, ou dont il a pris connaissance illégalement, ou utilise sciemment d'une manière quelconque une information obtenue de cette façon.

Sera puni des mêmes peines quiconque, avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, utilise un enregistrement, légalement effectué, de communications non accessibles au public ou de données d'un système informatique.”.

TITRE 4. — Création d'une banque de données des empreintes vocales

Art. 33. Les données techniques permettant la reconnaissance vocale des personnes, faisant ou ayant fait l'objet d'une mesure d'interception des télécommunications visée à l'article 90*ter*, § 1^{er}, du Code d'instruction criminelle et qui sont visées à l'article 44/5, § 3, 1^o, de la loi de 5 août 1992 sur la fonction de police, sont conservées pendant dix ans au maximum dans la Banque de données Nationale Générale visée dans la même loi, en vue d'aider à identifier ces personnes dans le cadre de dossiers d'écoute réalisés à la demande des autorités judiciaires.

Outre ces données techniques, cette banque de données contient également les données relatives au numéro de dossier, au magistrat compétent et à l'arrondissement judiciaire visé.

Les données techniques visées à l'alinéa 1^{er} sont distinctes des enregistrements réalisés dans le cadre de la mise en œuvre de la mesure visée à l'article 90*ter*, § 1^{er} du Code d'instruction criminelle. Ces enregistrements ne sont pas concernés par le présent article.

Les finalités et les modalités de traitement de ces données sont celles prévues aux articles 44/7 à 44/11/1 de la loi de 5 août 1992 sur la fonction de police.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 25 décembre 2016.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents : 54 1966.

Compte rendu intégral: 22 décembre 2016.

Art. 32. In artikel 314*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 30 juni 1994 en gewijzigd bij de wet van 15 mei 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in paragraaf 1 wordt de bepaling onder 1 vervangen als volgt:

“1^o ofwel, opzettelijk, met behulp van enig toestel niet voor publiek toegankelijke communicatie, waaraan hij niet deelneemt, onderschept of doet onderscheppen, er kennis van neemt of doet van nemen, opneemt of doet opnemen, zonder de toestemming van alle deelnemers aan die communicatie;”;

b) paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

“§ 2. Met gevangenisstraf van zes maanden tot twee jaar en met geldboete van vijfhonderd euro tot twintigduizend euro of met een van die straffen alleen wordt gestraft hij, die wetens de inhoud van niet voor publiek toegankelijke communicatie of gegevens van een informaticasysteem die onwettig onderschept of opgenomen zijn of waarvan onwettig kennis genomen is, onder zich houdt, aan een andere persoon onthult of verspreidt, of wetens enig gebruik maakt van een op die manier verkregen inlichting.

Met dezelfde straffen wordt gestraft hij die, met bedrieglijk opzet of met het oogmerk te schaden, gebruik maakt van een wettig gemaakte opname van niet voor publiek toegankelijke communicatie of gegevens van een informaticasysteem.”.

TITEL 4. — Oprichting van een gegevensbank stemafdrukken

Art. 33. De technische gegevens die het mogelijk maken de stem te herkennen van de personen die het voorwerp uitmaken of hebben uitgemaakt van een maatregel tot interceptie bedoeld in artikel 90*ter*, § 1, van het Wetboek van strafvordering en die bedoeld worden in artikel 44/5, § 3, 1^o, van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, worden gedurende ten hoogste tien jaar bewaard in de Algemene Nationale Gegevensbank bedoeld in dezelfde wet, met het oog op de identificatie van die personen in het kader van af luisterdossiers uitgevoerd op verzoek van de gerechtelijke overheden.

Behalve die technische gegevens, bevat deze gegevensbank ook de gegevens over het dossiernummer, de bevoegde magistraat en het bedoelde gerechtelijke arrondissement.

De in het eerste lid bedoelde technische gegevens verschillen van de opnames die worden gemaakt in het kader van de tenuitvoerlegging van de maatregel bedoeld in artikel 90*ter* van het Wetboek van strafvordering. Die opnames worden niet beoogd door dit artikel.

De doeleinden en nadere regels voor de verwerking van die gegevens worden bepaald in de artikelen 44/7 tot 44/11/1 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 25 december 2016.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken : 54 1966.

Integraal Verslag : 22 december 2016.